

Non à Hitler !

La résistance du
mouvement ouvrier et des
syndicats allemands entre
1933 et 1945



Une exposition de la
Friedrich-Ebert-Stiftung

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG



Non à Hitler !

La résistance du
mouvement ouvrier et des
syndicats allemands entre
1933 et 1945

Une exposition de la
Friedrich-Ebert-Stiftung

© Friedrich-Ebert-Stiftung

éditrice pour la Friedrich-Ebert-Stiftung
Anja Kruke

conception, textes et sélection d'images
Mario Bungert et Ilse Fischer

copyright
Petra Giertz

mise en page
Pellens Kommunikationsdesign GmbH, Bonn

production d'exposition
ComExpo, Bonn

Bonn 2010

Préface

« Non à Hitler » – Ainsi se nomme l'exposition de la Friedrich-Ebert-Stiftung consacrée à la résistance des ouvriers et des syndicats et à l'oppression dont leurs mouvements firent l'objet sous le « troisième Reich ».

La résistance du mouvement ouvrier et des syndicats contre la dictature nazie et leur engagement pour la liberté, la démocratie et les droits de l'homme constituent le cœur de l'exposition – quel meilleur symbole que celui du discours du président du groupe parlementaire du SPD, Otto Wels, qui appela à voter contre la « Loi des pleins pouvoirs » du 23 mars 1933 et déclara : « nous, les sociaux-démocrates allemands, faisons le vœu solennel de défendre les principes d'humanité et de justice, de liberté et de socialisme » .

Nous avons choisi de traduire cette exposition en langue française et de la présenter dans les écoles de France afin de non seulement maintenir le souvenir de la résistance mais aussi de contribuer à l'avenir des relations franco-allemandes. Bien au-delà des frontières allemandes, le nazisme a fait régner la terreur et la violence dans les pays occupés pendant la Seconde Guerre mondiale. Soixante-dix ans après l'invasion de la France en mai 1940 et la période d'occupation, nous souhaitons montrer qu'il existait aussi une autre Allemagne – une Allemagne qui, au prix de nombreuses vies, entra en résistance contre les nazis et leur idéologie inhumaine.

Ce type d'exposition est d'autant plus important aujourd'hui que notre époque fait désormais face à un changement générationnel : les générations qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale et dont les parents pouvaient encore directement témoigner laissent leur place à une nouvelle génération. Cette période de l'histoire allemande et européenne est si éloignée pour les jeunes d'aujourd'hui que ceux-ci n'ont plus aucun lien personnel avec elle. Ils considèrent leur liberté et leurs droits comme quelque chose de naturel et d'évident. C'est pourquoi nous devons leur transmettre les enseignements du passé. La liberté, les droits de l'homme et la paix en Europe sont des acquis précaires et doivent être protégés. Ils ne se suffisent pas à eux-mêmes, nous devons les « vivre », nous en servir et en renouveler chaque jour la légitimité.

Je voudrais à ce titre adresser mes sincères remerciements à notre partenaire français, le CIDEM, sans l'aide duquel cette exposition n'aurait pu être réalisée.

Berlin/Bonn, février 2010

Anke Fuchs
Présidente de la Friedrich-Ebert-Stiftung

Contenu

- 01 Pour la démocratie et les droits des travailleurs
La lutte contre les ennemis de la République
- 02 Hitler au pouvoir
Maintenir la légalité
- 03 La situation se dégrade
Des élections de mars 1933 à la « loi des pleins pouvoirs »
- 04 Entre adaptation et protestation
La fin des syndicats libres
- 05 Après l'interdiction du SPD
L'illégalité ou l'exil ?
- 06 Les piliers du pouvoir nazi
Force et violence – Séduction et récompense
- 07 Expulsés du pays
Les chemins de la fuite et de l'exil
- 08 La Sopade de Prague
La résistance depuis l'étranger
- 09 La base de la résistance dans le Reich
Le milieu social-démocrate
- 10 La défense des positions perdues
Les réseaux de résistants au sein du Reich
- 11 À la gauche du SPD
Des divisions dans la lutte contre la dictature nazie

- 12 La dernière tentative
Le « Volksfront » contre Hitler
- 13 1939 : le début de la guerre
La violence à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne
- 14 Doublement persécutés
Les juifs sociaux-démocrates
- 15 Exilés
Mais pas pour autant en sécurité
- 16 Pour une Allemagne démocratique
Bâtir l'avenir dans l'exil
- 17 Préparer un coup d'État
La coopération avec la résistance conservatrice et militaire
- 18 Perspectives de coup d'État
Les sociaux-démocrates du cercle de Kreisau
- 19 La prison de Berlin-Plötzensee
Les sociaux-démocrates assassinés
- 20 Avant l'effondrement
Guerre et volonté de lutter jusqu'au bout
- 21 Les barrières s'ouvrent
Libération et renouveau

Introduction de l'exposition

« Ce serait une entreprise désespérée que de vouloir acheter la vie de l'organisation en abandonnant ses idées. Quand on abandonne les idées, l'organisation meurt. Mais, même si l'organisation est détruite par des forces externes à elle, l'idée se maintient dans des millions de têtes et cœurs, ce qui assure la renaissance de l'organisation »

Otto Wels lors de la conférence fédérale du SPD à Berlin, le 26 avril 1933.

Pour le mouvement social-démocrate et les syndicats, l'année 1933, marquée par l'instauration de la dictature nationale-socialiste en Allemagne et la dissolution des mouvements ouvriers, représente la plus grande fracture de leur histoire. Si le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, « Parti social-démocrate allemand ») et les syndicats ont réussi à mettre sur pied des structures de résistance efficaces et à continuer leur action depuis l'exil, c'est bien grâce à ses membres, prêts à risquer leur liberté et leur propre vie. Leurs actes de courage se trouvent au cœur de cette exposition, à travers laquelle les archives du mouvement social-démocrate de la Friedrich-Ebert-Stiftung nous rappellent les persécutions, la résistance et l'exil de syndicalistes et d'hommes et de femmes sociaux-démocrates.

L'exposition se compose de 21 panneaux, dont les documents proviennent en majeure partie des fonds d'archives du mouvement social-démocrate de la Friedrich-Ebert-Stiftung. Après un panneau d'introduction qui offre un aperçu des premières mises en garde du SPD et des syndicats contre la prise de pouvoir par Hitler et son parti, l'exposition se divise en trois grandes rubriques :

- *Printemps 1933 : Répression de la social-démocratie et des syndicats*

La première partie de l'exposition montre comment la vague de terreur lancée au printemps 1933 contre les sociaux-démocrates et les syndicalistes a conduit à des discussions controversées sur la stratégie défensive à mettre en place. Cependant, ces discussions prendront rapidement fin avec l'interdiction des organisations syndicales et du parti. L'exposition retrace la décision de la direction du SPD de s'exiler et de mener une existence clandestine. Cette décision a permis de mettre en place avec une relative rapidité un réseau de résistance depuis l'étranger. La création de structures équivalentes à l'intérieur même de l'Allemagne s'avérera plus difficile, la terreur du printemps 1933 éliminant beaucoup de hauts fonctionnaires et de dirigeants du parti, lesquels étaient censés constituer la base du réseau de la résistance. Afin de relater les réelles conditions de travail des résistants au printemps 1933, une large partie de cette rubrique est dédiée à la question des persécutions. Néanmoins, il est aussi fait état du « non » courageux des parlementaires du SPD au Reichstag contre la Loi des pleins pouvoirs du 23 mars 1933.

- *La formation de la résistance et le rôle de l'exil jusqu'au début de la guerre*

Ces panneaux présentent les buts et les caractéristiques de l'action de résistance de la Sopade, la direction du SPD en exil.

Les panneaux sur la formation de la résistance interne décrivent des situations classiques ayant conduit à la création de cercles et de réseaux de résistance. De toute évidence, la résignation et le retour à la vie privée de beaucoup de membres d'organisations de travailleurs n'étaient pas synonymes d'une acceptation de la nouvelle situation. Généralement, cette période transitoire aboutissait à de nouvelles formes d'engagement, comme la prise de contact avec d'anciens camarades. Les situations présentées retracent l'engagement de personnalités de « deuxième rang », en particulier des membres les plus jeunes, qui ne pouvaient se résoudre à accepter la situation dans laquelle se trouvait le Troisième Reich. L'exposition présente des exemples de groupes agissant à l'intérieur du pays ainsi que les formes classiques de résistance sociale-démocrate et syndicale qui se sont développées et consolidées en réseaux. Outre la coopération avec la direction de la Sopade et les secrétariats frontaliers, certains résistants tentèrent aussi de créer des structures autonomes « sur le terrain » afin de distribuer des tracts imprimés dans le pays. L'exposition propose également des exemples de réseaux de résistance constitués au sein d'entreprises, lesquels se formeront à partir de contacts dans des syndicats internationaux, comme celui des cheminots ou des marins.

Les exemples sélectionnés ne cherchent pas à glorifier des groupes ou des personnes, mais plutôt à exposer des situations « typiques » et mettre en avant des cas inscrits dans un contexte régional ou social spécifique. Le rôle des autres groupes socialistes (*Neu Beginnen*, *SAP*, *ISK*) dans la résistance est aussi traité. Ces groupes, créés pendant la République de Weimar en partie à cause de conflits avec le SPD, ont été l'une des voix importantes lors des discussions sur les causes et les conséquences de la défaite politique du mouvement ouvrier au printemps de 1933. Ils ont de temps en temps coopéré étroitement avec le SPD et les syndicats et ont joué un rôle qui, proportionnellement au nombre de leurs membres, fut considérable dans la résistance. Pour tous ces groupes, le travail d'information sur le caractère criminel du régime nazi et la diffusion d'informations non censurées se trouvaient au centre de leurs activités. Dans de nombreux cas, il s'agissait pour eux de montrer au régime l'existence de modes de pensée contestataires.

Cependant, le format de cette exposition ne permet pas une présentation exhaustive des différentes formes d'opposition au régime nazi. L'ensemble des nombreux groupes, des actions de résistance et des divergences de points de vue dans et à l'extérieur du Reich n'ont pu y être inclus dans leur totalité.

- *La résistance et les divergences d'opinion pendant la guerre*

Conformément à l'idée que se font les sociaux-démocrates de leur mouvement, la résistance du SPD, des syndicats et des groupements socialistes de gauche a presque toujours été pacifique. La réalité des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, avec ses millions de morts et la déportation et l'extermination des juifs, a aussi poussé des conservateurs à s'engager dans la résistance. Autour de Beck et Goerdeler et dans le cercle de Kreisau, des projets de coup d'Etat sont développés et bénéficieront de l'aide de quelques sociaux-démocrates et syndicalistes. Plusieurs panneaux décrivent l'implication des sociaux-démocrates et des syndicalistes dans la résistance et dans la tentative de coup d'Etat du 20 juillet 1944. Ils indiquent notamment que quelques uns de leurs membres, comme Wilhelm Leuschner, devaient obtenir un rôle prééminent dans le gouvernement envisagé.

En plus de la description des activités de la Sopade et des divergences d'opinion sur la reconstruction de l'Allemagne d'après guerre, l'exposition prête une attention particulière à la situation des réfugiés sous l'angle du quotidien, confrontés à des problèmes matériels et aux menaces des autorités publiques dans les pays d'accueil (internement pendant la guerre, expulsion et reddition aux autorités nationales-socialistes).

- *L'organisation politique et sociale de l'Etat nazi*

La résistance contre le national-socialisme ne peut pas être comprise sans prendre en compte les particularités de la structure du régime nazi. Il ne faut pas perdre de vue que la terreur, bien qu'omniprésente, n'était qu'une facette de la dictature nazie. Ceux qui n'étaient pas d'origine juive ou qui ne se faisaient pas remarquer par des activités politiques illégales pouvaient tout à fait profiter du nouveau système. Ainsi, l'exclusion des juifs de la vie économique et sociale, le licenciement des personnes dont la pensée politique déviait de celle du régime mais aussi la politique de réarmement allaient « créer » des postes pour les « camarades du peuple allemand ». A cela s'ajoutait l'obligation ou l'incitation à adhérer à un « groupe », ce qui offrait une alternative aux mouvements des travailleurs alors dissous par le régime. Même pendant les dernières années de la guerre, les national-socialistes réussirent à créer au sein de la population un désir de suivre le régime jusqu'au bout, qui sera facilité par le pillage constant des biens de la communauté juive et l'appropriation des ressources des pays occupés. Dans cette société uniformisée, imposée par l'idéologie nationale-socialiste, la portée du « non » à ce système et à toutes ses conséquences devenait alors évidente.

- *L'adaptation*

Si l'on considère le quasi million de membres du SPD à la fin de la République de Weimar, les quelques quatre millions de membres des syndicats libres et les sept millions d'électeurs du SPD au printemps 1933, le nombre de personnes engagées dans des actions de résistance paraît assez réduit. Pourtant, cela n'explique pas la raison des effets limités des activités

illégal des sociaux-démocrates et des syndicalistes. En effet, de la même manière que le SPD, face à l'idéologie anti-démocratique et à l'indifférence de beaucoup d'Allemands, n'a pas pu protéger la démocratie de Weimar et éviter la dictature, la résistance formée par les membres du SPD contre le nazisme n'a pas réussi à convaincre la majorité des Allemands qui avaient suivi les national-socialistes. Sans le soutien des couches populaires n'appartenant pas au mouvement traditionnel des travailleurs, il n'était pas possible de lutter efficacement contre le national-socialisme « de l'intérieur ». Ainsi, il ne restait finalement que l'espoir d'une libération venue de « l'extérieur ». Seule la défaite militaire de l'Allemagne a donc ouvert le chemin à la reconstruction de la démocratie, à laquelle les sociaux-démocrates et les syndicalistes résistants ont pu participer activement. Cette participation active dans la résistance leur a conféré la légitimité politique nécessaire pour la reconstruction politique de l'après-guerre.

Non à Hitler !

La résistance du
mouvement ouvrier et des
syndicats allemands entre
1933 et 1945



Une exposition de la
Friedrich-Ebert-Stiftung

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG





Après la défaite allemande lors de la Première Guerre mondiale et la chute du régime impérial, une république démocratique s’instaure en Allemagne. Les sociaux-démocrates auront un rôle prépondérant dans sa création en accédant au pouvoir lors des bouleversements politiques des années 1918–1919. Le premier président de la République de Weimar sera d’ailleurs le social-démocrate Friedrich Ebert. Les sociaux-démocrates et les syndicalistes sont convaincus que seule la démocratie parlementaire peut être la base de l’amélioration des droits des travailleurs et des réformes sociales. Cependant, l’union entre les sociaux-démocrates, les démocrates et les catholiques va rapidement perdre en influence et ne plus obtenir de majorité stable. Les opposants à la république, composés surtout de membres des grandes exploitations agricoles, de l’industrie lourde et d’une partie de l’appareil militaire, de la justice et de la fonction publique, vont reprendre le pouvoir. En 1928, une grande coalition sous la direction du social-démocrate Hermann Müller est à nouveau constituée. Lors de sa dissolution en mars 1930 provoquée par la question de l’assurance chômage – le *Deutsche Volkspartei* ou DVP (« Parti populaire allemand », de tendance libérale) s’opposant à une augmentation des contributions rendues nécessaires par l’accroissement du chômage – la droite regroupée autour du président Paul von Hindenburg décida de créer un régime présidentiel dans lequel le Parlement se trouvait affaibli. Le nouveau chancelier Heinrich Brüning et ses successeurs Franz von Papen et Kurt von Schleicher sont donc dépendants de la bonne volonté du président et gouverneront par le biais de décrets-lois prévus par l’article 48 de la Constitution de Weimar. Après la victoire écrasante des national-socialistes lors des élections parlementaires de septembre 1930, le SPD décide de « tolérer » le cabinet Brüning – une décision lourde de responsabilité, car la politique d’austérité du gouvernement touche surtout les couches populaires. Le chômage, en constante augmentation depuis 1929, atteint son sommet en 1932, avec plus de six millions de chômeurs enregistrés. Les sociaux-démocrates tirent très vite la sonnette d’alarme face à la menace de la montée du national-socialisme au sein de la République. Ceux-ci luttent contre la propagande nationaliste et raciste des national-socialistes en distribuant des tracts, des brochures et des revues et en défendant leurs positions lors de conférences et pendant les débats au Parlement.

Ainsi, ils mettent en garde contre le danger incarné par les national-socialistes qui n’hésiteront pas à entraîner l’Allemagne dans une nouvelle guerre pour réaliser leurs rêves de grande puissance. Tous les dirigeants du SPD, ainsi que des centaines de milliers de membres du parti, des syndicats libres et de l’organisation paramilitaire *Reichsbanner* s’engagent dans des manifestations et des rassemblements contre la menace brune.

Dans le même temps, les national-socialistes se livrent à des agressions brutales, des représailles et des attaques personnelles ciblées. Pour repousser les ennemis de la république, le *Eiserne Front*, une union entre le SPD, l’Union des syndicats allemands, le *Reichsbanner* et d’autres organisations de travailleurs, est créé en décembre 1931. Cependant, le SPD et les syndicats ne pourront pas éviter le durcissement des affrontements politiques.

1

Pour la démocratie et les droits des travailleurs

La lutte contre les ennemis de la République



1 Réunion du cabinet, 1928. Le gouvernement de la Grande Coalition du Chancelier social-démocrate Hermann Müller (x) ne trouve pas d'accord sur la question du financement de l'assurance chômage et éclate.



2 Au printemps 1930, Heinrich Brüning (x) devient Chancelier. Après la victoire dramatique du NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*, « Parti national-socialiste des travailleurs allemands ») aux élections de septembre 1930, le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, « Parti social-démocrate allemand ») décide de tolérer le gouvernement. Brüning et ses successeurs Franz von Papen (xx) et Kurt von Schleicher (xxx) gouvernent par décrets-lois grâce à l'article 48 de la Constitution de Weimar (décrets qui peuvent être adoptés en cas d'urgence).

En mai 1930, le gouvernement n'ayant plus le soutien du Parlement, la Grande Coalition du social-démocrate Hermann Müller éclate : les successeurs de Müller au poste de Chancelier du Reich gouvernent sans majorité parlementaire. Dans le même temps, les national-socialistes et les communistes gagnent du terrain, avec l'objectif de mettre fin à la démocratie de la République de Weimar. Les sociaux-démocrates et leurs syndicats alliés prennent rapidement conscience de la menace et luttent activement contre la propagande nationaliste et raciste nazie au moyen de manifestations, rassemblements, tracts et brochures. Mais avec l'aggravation de la situation économique mondiale, les affrontements politiques s'intensifient.



4 Affiche du SPD en vue des élections au Reichstag (Parlement) de novembre 1932.



5 Membre du Reichsbanner assassiné; documentation du SPD « Les violences des national-socialistes », 1931 (extrait). Rien qu'entre décembre 1929 et novembre 1931, le SPD enregistra 1 480 actes de violence commis par les nazis, qui auraient fait approximativement 62 morts et 3 200 blessés.

3 Grand rassemblement du *Eiserne Front* (« Front de Fer ») à Stuttgart, 1932. Pour résister aux formations de droite et au KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*, « Parti communiste allemand ») opposés à la République, l'organisation paramilitaire *Reichsbanner* est créée en 1924. En 1931 elle s'unira aux syndicats libres et aux associations sportives social-démocrates des travailleurs pour créer le *Eiserne Front*.



Le 30 janvier 1933, le président Paul von Hindenburg nomme Adolf Hitler chancelier du Reich. Outre Hitler, le cabinet ministériel ne compte que deux national-socialistes. Le reste de ses membres appartient à la tendance national-conservatrice, dont le vice-chancelier, Franz von Papen. Mais la stratégie des conservateurs, qui espéraient garder Hitler sous contrôle, échoue. Depuis le début, les national-socialistes sont déterminés à mettre en place une dictature. De leur côté, les sociaux-démocrates attendent la suite des événements. Sous réserve qu'Hitler respecte la constitution, le SPD et les syndicats continuent à considérer la voie légale comme le mode d'action le plus approprié. De plus, ils ne veulent pas offrir de prétextes supplémentaires à des mesures de répression. L'opposition se limite à d'impressionnantes manifestations à Berlin et dans de nombreuses autres villes, et ce malgré l'interdiction policière. Ces manifestations cherchent à montrer la force des mouvements de travailleurs – une force devenue en réalité toute relative. Malgré leurs analyses clairvoyantes et précoces sur le régime, les sociaux-démocrates entretiennent toujours le vague espoir que le gouvernement nazi finira par tomber de lui-même. Jusqu'alors, la création de structures illégales avait juste été envisagée par des petits groupes, à l'intérieur comme à l'extérieur du SPD. Les dernières tentatives visant à mettre en place une défense commune avec les communistes vont toutes échouer. L'instrument de lutte le plus efficace du mouvement ouvrier, la grève générale, n'est plus possible en raison du chômage massif et de la supériorité des forces armées des SA et de la *Reichswehr* (l'armée du Reich), sans compter la présence de nombreux sympathisants et membres du parti nazi au sein des entreprises et de la fonction publique. Dès la nuit du 30 janvier, la chasse aux opposants politiques commence, accompagnée d'assassinats et d'actes de vengeance. Les communistes en sont les principales cibles, mais la terreur touche aussi les sociaux-démocrates et les syndicalistes.

2

Hitler au pouvoir

Maintenir la légalité



1 30 janvier 1933, Adolf Hitler à la fenêtre de la Reichskanzlei (Chancellerie du Reich), après sa nomination en tant que Chancelier.



2 Grandes manifestations des sociaux-démocrates berlinois le 7 février 1933. Pendant ces journées, des rassemblements très suivis vont avoir lieu dans un grand nombre de villes allemandes. Avec le slogan *Bereit sein ist alles* (« Le tout est d'être prêt ») le SPD veut rester dans le cadre de la légalité et attend le premier faux pas constitutionnel d'Hitler pour réagir.



3 Le 31 janvier 1933, un groupe de national-socialistes tente d'assassiner le parlementaire du SPD de Lübeck, Julius Leber. L'un des agresseurs est tué par un membre du Reichsbanner. Julius Leber est arrêté et torturé, mais sera remis en liberté le 16 février 1933.

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler est nommé Chancelier du Reich. Les sociaux-démocrates et les syndicalistes manifestent en appelant la population à la mobilisation contre le nouveau gouvernement. Bien que le danger posé par le nouveau régime soit reconnu, la véritable étendue des menaces est sous-estimée, et ce en dépit de la terreur semée immédiatement après la prise de pouvoir par les SA (*Sturmabteilung*, « Section d'assaut ») et les SS (*Schutzstaffel*, « Escadron de Protection »). Se révolter ou appeler à la grève générale ne sont pas considérés comme des options crédibles, compte tenu du chômage massif et de la supériorité de la force armée des SA et de la *Reichswehr* (l'armée impériale). Les divergences entre les sociaux-démocrates et les communistes auront raison de l'action menée conjointement.



4 Annonce de l'assassinat d'Hermann Kasten. Le 5 mars 1933, un jeune national-socialiste tire sur le maire SPD de Staßfurt, qui décède des suites de ses blessures. Ses obsèques se transformeront en une manifestation de l'unité social-démocrate.



Peu après la prise de pouvoir par les nazis, le 2 février 1933, le Reichstag est dissout. Le but d'Hitler est d'obtenir la majorité aux nouvelles élections et ainsi de pouvoir supprimer la constitution de manière « légale ». Les élections du 5 mars ne sont plus des élections libres. Durant la campagne, les membres des partis ouvriers sont victimes d'actes de violence pendant leurs réunions électorales, de menaces de mort et leurs noms sont inscrits sur des listes noires. Le soir du 27 février, le Reichstag prend feu. Un grand nombre de sociaux-démocrates et de syndicalistes sont convaincus de la culpabilité des national-socialistes dans la mesure où ces derniers tireront avantages de la situation. La même nuit, de nombreux communistes, sociaux-démocrates, syndicalistes et démocrates sont arrêtés, la presse communiste et sociale-démocrate est interdite. Le 28 février est édicté le « Décret pour la protection du peuple et de l'État », par le biais duquel de nombreux droits fondamentaux présents dans la constitution de Weimar sont limités voire invalidés. Cependant, le SPD réussit une dernière fois à mobiliser ses membres. Le 5 mars, plus de 7,1 millions d'électeurs (18,3%) votent en faveur des sociaux-démocrates. Le parti national-socialiste obtient 43,9% des voix, mais obtient la majorité avec les partis de droite présents au sein de la coalition gouvernementale. Après les élections, les national-socialistes attaquent à plusieurs reprises les bureaux des partis et des syndicats. Des milliers de sociaux-démocrates et de syndicalistes entrent dans la ligne de mire des national-socialistes.

Avec la Ermächtigungsgesetz ou « Loi des pleins pouvoirs », le gouvernement d'Hitler entend obtenir la possibilité de légiférer sans l'aval du Parlement. Au sein du groupe parlementaire du SPD, la participation au vote du 23 mars est loin d'être évidente. En effet, plusieurs députés sont déjà en détention tandis que d'autres craignent de tomber dans un piège et de finir en prison s'ils prennent part au vote. Le SPD décide tout de même de participer à la séance et de voter contre la loi. Sur les 26 parlementaires absents, plusieurs sont arrêtés, d'autres ont fui à l'étranger ou, victimes d'agressions nazies, sont trop gravement blessés pour pouvoir assister au vote. Lors de sa déclaration de politique générale, Hitler attaque durement les sociaux-démocrates mais cherche aussi à se rapprocher des travailleurs en promettant de défendre leurs intérêts. En réponse, le président du groupe parlementaire du SPD prononça un discours qui restera l'un des moments les plus importants du parlementarisme allemand. Interrompu par les interpellations grossières des national-socialistes, il déclara : « nous, les sociaux-démocrates allemands, faisons le vœu solennel de défendre les principes d'humanité et de justice, de liberté et de socialisme. Aucune loi ne vous donnera le pouvoir de détruire des idées qui sont éternelles et indestructibles ». Lors du vote, les 94 sociaux-démocrates présents seront les seuls à voter contre la loi, tous les autres partis l'approuveront. Les communistes ne sont alors plus présents au Parlement, leurs mandats ayant été annulés par les national-socialistes.

3

La situation se dégrade

Des élections de mars 1933 à la « loi des pleins pouvoirs »



1 Dans les semaines précédant les élections parlementaires de nombreux périodiques proches des sociaux-démocrates sont interdits.

2 Le soir du 27 février 1933, le Reichstag prend feu. La nuit même, de nombreux communistes, sociaux-démocrates et hommes politiques de gauche sont arrêtés.

Dès le 2 février 1933, le Reichstag est dissout. Avec de nouvelles élections, Hitler cherche à obtenir une majorité absolue pour invalider « légalement » la Constitution. L'incendie du Reichstag offre aux national-socialistes le prétexte pour agir contre le KPD et le SPD en édictant le décret *zum Schutz von Volk und Staat* (« pour la protection du peuple et de l'État »). Le 20 mars 1933 lors de la séance parlementaire, le gouvernement nazi entend obtenir le droit de voter les lois sans l'aval du parlement avec la *Ermächtigungsgesetz* (« loi des pleins pouvoirs »). Les parlementaires du groupe SPD décident de participer à la séance mais de voter contre cette loi malgré la forte menace que cet acte fait peser sur leur personne. Les communistes n'étant plus représentés au parlement, seuls les élus du SPD voteront « non ». Les députés des autres partis voteront en faveur de la loi.



3 En mars 1933, le parlementaire de Chemnitz Bernhard Kuhnt est transporté sur une charrette à travers toute la ville en signe de triomphe par les nazis. Les photos prises vont être distribuées sous forme de cartes postales. Des humiliations similaires auront lieu dans d'autres villes.



5 Le président du SPD, Otto Wels (ici lors d'un rassemblement du Reichsbanner en 1932), explique les raisons du « non » à la « loi des pleins pouvoirs ».



4 Défilé des SA pour la session parlementaire du 23 mars 1933. Hitler prononçant son discours à l'occasion de la *Ermächtigungsgesetz* (« loi des pleins pouvoirs »). Comme la salle plénière fut détruite par l'incendie, la séance se tient dans l'opéra Kroll (Krolloper).



Au printemps 1933, les syndicalistes sont eux-aussi touchés par les actes de violence des national-socialistes. Beaucoup d'entre eux exercent d'ailleurs des fonctions au sein du SPD. Malgré cela, certains représentants syndicaux espèrent encore pouvoir assurer la survie de leurs associations en s'adaptant au nouveau système et en prenant leur distance avec le SPD.

Le président du *Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*, ADGB (« Union des syndicats libres allemands »), Theodor Leipart, proteste auprès du président et des membres du gouvernement du Reich contre les attaques nazies. Entre mars et avril 1933, une union « apolitique » entre les différents syndicats de toutes les sensibilités est envisagée pour ne pas donner de nouvelles raisons d'être attaqués et éviter une mise au pas de ses membres. Le ADGB part du principe que tout Etat moderne, indépendamment de son orientation politique, a besoin de syndicats efficaces pour représenter les travailleurs. Cette idée a notamment été alimentée par les résultats des élections aux comités d'entreprise de mars 1933. Ces résultats furent tellement défavorables au pouvoir en place que les nazis les interdirent.

Le premier mai 1933 est officiellement déclaré jour férié par les nouveaux dirigeants et célébré comme le « jour du travail national » durant lequel de grands défilés et des mises en scène de grande envergure sont organisées. Le ADGB appelle à la participation des syndicalistes et espère encore que les national-socialistes ne remettront pas en cause l'existence des organisations syndicales. Les événements du lendemain mettront fin à cet espoir : Le 2 mai, la centrale du ADGB à Berlin et tous les centres syndicaux importants sont occupés par les SA et les SS, de nombreux syndicalistes sont maltraités et arrêtés, les caisses sont pillées et les dossiers saisis. Les biens des syndicats sont transférés au *Deutsche Arbeitsfront*, le « Front Allemand du Travail » (DAF).

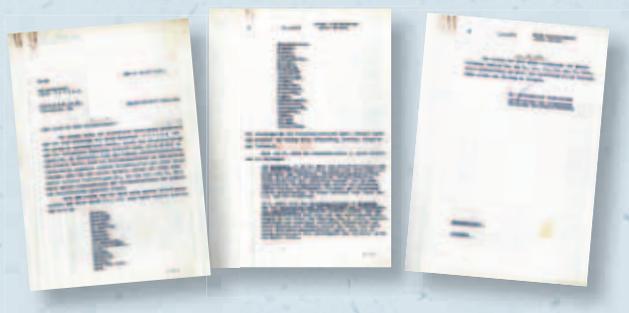
4

Entre adaptation et protestation

La fin des syndicats libres



- 1 Occupation des locaux syndicaux à Hambourg et Munich. La terreur nazie touche de plus en plus les syndicats. Le président de l'union syndicale ADGB (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund) recueille par écrit les témoignages des agressions nazies subies par les syndicalistes.



Même si au printemps 1933 les violences des national-socialistes affectent de nombreux syndicalistes, les dirigeants syndicaux espèrent pouvoir assurer la survie de leurs associations en s'adaptant au régime. Elles prennent leur distance avec le SPD et annoncent être prêtes à s'intégrer au « nouvel État ». On demande à leurs membres de participer aux défilés du premier mai, utilisés à des fins de propagande par les national-socialistes qui déclarent le premier mai « jour du travail national ». Le jour suivant, les troupes SA et SS occupent les locaux des syndicats libres, de nombreux syndicalistes sont arrêtés, maltraités et torturés, leurs biens sont transférés au Deutsche Arbeitsfront, le « Front Allemand du Travail » (DAF).



- 2 Appel du ADGB à participer aux festivités du premier mai sur le terrain de Tempelhof à Berlin.



- 3 Siège de l'union syndicale ADGB à Berlin après sa prise de contrôle par les national-socialistes.



- 4 Rapport des SA sur l'occupation de l'école fédérale (Bundesschule) du ADGB à Bernau près de Berlin. Comme beaucoup d'autres bâtiments appartenant aux syndicats, elle fut réquisitionnée et transmise aux national-socialistes.



Au sein de la direction du SPD, les divergences sur la ligne politique à suivre se font jour. Après le « non » courageux à la Loi des pleins pouvoirs, le parti s'efforce de donner aux dirigeants le moins de raisons possible de les attaquer. Le sort des membres du parti en détention, la détresse de leurs familles et les menaces de mort des national-socialistes ne restent pas sans effet. Les dirigeants du SPD sont ainsi de plus en plus conscients de l'impossibilité de poursuivre leur action légalement sous le Troisième Reich. Le 26 avril 1933 se tient une conférence à Berlin (une session parlementaire n'étant plus possible), pendant laquelle Otto Wels déclare sans équivoque qu'il est impossible « d'acheter la vie de l'organisation en abandonnant ses idées ».

La direction du parti en exil commence alors à construire de nouvelles structures. Quelques représentants sont d'abord envoyés en Sarre, région encore administrée par la Société des Nations. Finalement, le siège de la direction en exil s'installera à Prague. La situation géographique de la Tchécoslovaquie et les bonnes relations avec les sociaux-démocrates tchèques permettent au SPD de maintenir des contacts avec les membres du parti restés en Allemagne. D'un côté, l'idée que le régime hitlérien n'est que de courte durée persiste, de l'autre le choix de l'exil reste controversé. Pour un groupe berlinois réuni autour de Paul Löbe, la direction du parti doit rester en Allemagne et ne peut pas laisser les membres du parti à la merci de la terreur imposée par les national-socialistes. Mais l'étau se resserre de plus en plus. Le 10 mai 1933, des étudiants nazis organisent des autodafés de livres. Le même jour, les biens du SPD, du *Reichsbanner* et de la presse sociale-démocrate sont confisqués – une partie importante a cependant pu être sauvée à l'étranger. Le 22 juin 1933, le SPD est réellement interdit. Dans les semaines qui suivent, la majorité des autres partis va se dissoudre volontairement sous la pression du gouvernement. Le 14 juillet, tous les partis, à l'exception du NSDAP, sont officiellement interdits.

Si la social-démocratie veut continuer à exister politiquement, elle ne peut désormais qu'agir depuis l'étranger. D'ailleurs, l'une de ses premières mesures sera la publication d'un journal en exil.

L'illégalité ou l'exil ?



1 Des membres du Reichsbanner de Hildesheim attaqués par des national-socialistes.



2 Paul Löbe, président du Reichstag jusqu'en 1932, est l'un des principaux défenseurs du maintien de la direction du SPD en Allemagne. Il est arrêté fin juin 1933 et déporté au camp de concentration de Breslau-Dürrgoy. Sur ordre des gardiens du camp, les prisonniers communistes devront lui réserver un « accueil festif ».

Sous la menace des violences, qui touchent aussi bien les têtes du parti et des syndicats que les militants anonymes, le SPD tente de s'accorder sur la voie politique à suivre : les uns plaident pour le suivi de la légalité afin d'éviter de donner aux nouveaux dirigeants des prétextes pour prendre d'autres mesures violentes contre le parti et ses membres. Pour d'autres il est nécessaire de poursuivre le travail politique depuis l'étranger. La majorité des dirigeants décidera de continuer le travail du parti depuis Prague sous le nom de Sopade. Le 22 juin 1933 le SPD est interdit en Allemagne.



5 Tirée de la publication nazie *Illustrierter Beobachter* (« l'Observateur illustré »), la première liste des dénaturalisés d'août 1933 inclut les noms d'éminents membres de la social-démocratie, dont Rudolf Breitscheid, Otto Wels, Friedrich Stampfer (rédacteur en chef du journal *Vorwärts*, « En avant ») et Philipp Scheidemann.



3 Membres du Sopade à Prague (de gauche à droite) : Erich Ollenhauer, Hans Vogel, Friedrich Stampfer, Otto Wels, Albert Grzesinski et Siegmund Crummenerl.



4 Le premier numéro du journal du SPD en exil.



La vague de terreur qui s'abat sur l'Allemagne touche autant les membres anonymes que les plus célèbres du parti. De nombreux assassinats des national-socialistes ont lieu secrètement la nuit. La police et la justice n'offrent plus aucune garantie de protection. Le « Décret pour la protection du peuple et de l'Etat » et la Loi des pleins pouvoirs permettent la liquidation de l'Etat de droit et posent les fondements de la dictature. Le 7 avril 1933, la « Loi pour la restauration de la fonction publique de métier » (*Gesetz zur Wiederherstellung des Berufsbeamtentums*) est approuvée. Avec cette loi, les personnes en désaccord avec l'idéologie nazie et les Allemands de confession juive sont écartés des postes qu'ils occupaient dans l'administration, la justice, les écoles et tous les secteurs du service public et sont remplacés par des sympathisants nazis. Ainsi se termine la vie professionnelle de milliers de sociaux-démocrates et de syndicalistes. La clause de cette loi appelée *Arierparagraph* (« paragraphe arien ») exclut les juifs de l'emploi public mais aussi de bon nombre d'associations, d'organisations et d'institutions allemandes. Par le biais d'autres lois, le nombre d'étudiants juifs est limité et les citoyens d'origine juive sont écartés des milieux artistiques et journalistiques. Au printemps 1933 les représentations des *länder* et des municipalités sont aussi placées sous tutelle nazie. Cette mise au pas s'accompagne de la mise en place d'un appareil de terreur. Dès l'été 1934 les camps de concentration se banalisent et se développent sur le modèle de celui de Dachau. La police secrète ou Gestapo va jouer un rôle très important ; sa principale mission est de mettre à jour et de lutter contre toutes initiatives qui mettraient en danger l'Etat et ce par tous les moyens y compris la torture. Si le système répressif est principalement basé sur la peur, son fonctionnement a été facilité par la participation de nombreux informateurs volontaires, qui espionnaient et dénonçaient leurs concitoyens.

En parallèle, le régime cherche à accroître sa popularité auprès de toutes les couches de la population, afin de créer un sentiment d'unité nationale, connu sous le nom de *Volksgemeinschaft*. Il s'agit tout d'abord de progrès économiques et sociaux en faveur du peuple, comme par exemple la mise en place de mesures en faveur de la famille, l'augmentation des prestations sociales et la création d'activités de loisirs dans l'organisation *Kraft durch Freude*, qui vise à embrigader les travailleurs. Deuxièmement, l'accent mis sur la propagande permet un endoctrinement idéologique. Enfin, les tensions sociales nées des suites de la crise de 29 s'apaisent – du moins en apparence – grâce au lancement d'un vaste programme de réarmement visant la préparation de la guerre, qui permet à de nombreux travailleurs de trouver un emploi

6

Les piliers du pouvoir nazi

Force et violence – Séduction et récompense



- 2 Ordre de détention préventive du social-démocrate Werner Jacobi. Le terme de « détention préventive », apparemment sans gravité, signifie l'arrestation et la déportation des ennemis du régime dans des camps de concentration.



- 1 Des prisonniers du camp de concentration de Sachsenhausen.



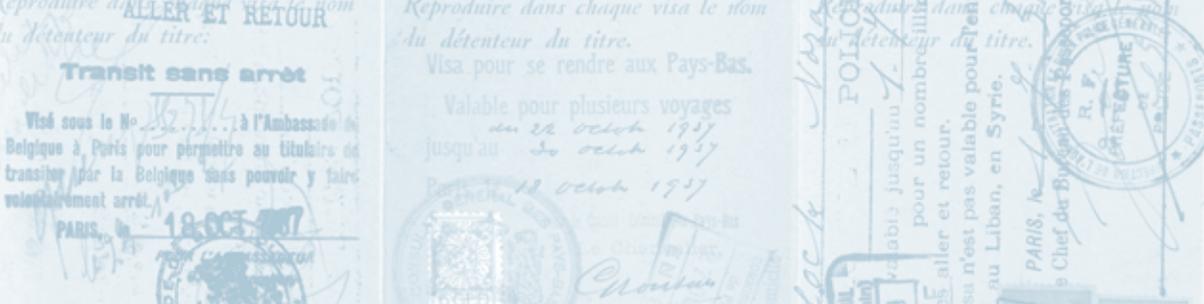
- 3 La *Hitlerjugend* (HJ), les « Jeunesses Hitlériennes » et le *Bund deutscher Mädel* (BDM, la « Ligue des jeunes filles allemandes ») visent à 'endoctrinement de la jeunesse et à sa subordination. De plus, elles tentent aussi de séduire à travers les loisirs en créant un sentiment d'appartenance.

Par lois et décrets, les opposants politiques au national-socialisme et les allemands d'origine juive sont écartés de la fonction publique, il leur est interdit d'avoir un emploi ou de suivre des études. Les Länder et les municipalités, tout comme la vie associative, sont mis sous tutelle nazie (*gleichgeschaltet*). Un vaste appareil de terreur est mis en place. L'obligation de s'adapter, l'espionnage et la délation deviennent quotidiens, la torture et les assassinats sont la marque de fabrique de la Gestapo et du système concentrationnaire. D'un autre côté, la masse populaire est séduite grâce à des politiques sociales généreuses – réservées exclusivement aux *deutsche Volksgenossen* (« camarades du peuple allemand »). La politique de création d'emploi (à travers le réarmement), les aides familiales, les prestations sociales et l'organisation de loisirs *Kraft durch Freude* (« La force par la joie ») visent surtout à embrigader les ouvriers et employés.

- 5 Le développement massif de l'industrie d'armement et la création du *Reichsarbeitsdienst* (« Service du Travail du Reich ») réduisent le nombre de chômeurs et préparent l'effort de guerre.



- 4 Affiche publicitaire pour la voiture *Volkswagen*. Avec le projet de la *Volkswagen* de l'association *Kraft durch Freude* (KdF), l'idée est de produire l'illusion d'une communauté nationale sans classes sociales. Cependant, la voiture ne sera jamais construite sous cette forme.



Les sociaux-démocrates et les syndicalistes persécutés, souvent contraints à un exil précipité, ne sont pas accueillis à bras ouverts. Les réfugiés sont ainsi souvent victimes d’aprioris hérités de la Première Guerre mondiale. Beaucoup de migrants sont en situation précaire et seulement une minorité parvient à exercer son travail d’origine. Le chômage est massif, non seulement en Allemagne mais aussi dans les autres pays. En raison des difficultés économiques que subissent les pays d’accueil, les immigrés n’obtiennent un permis de travail que dans de très rares cas ou n’occupent que des emplois ponctuels. Généralement, ils dépendent de l’aide d’organisations caritatives. L’exil n’offre pas de véritable sécurité et dans beaucoup de pays des expulsions et des arrestations ont lieu. Les immigrés sont alors contraints de fuir de nouveau. La pression politique exercée par le régime nazi est de plus en plus palpable, comme en Suisse, préoccupée par la reconnaissance de sa neutralité, ou bien dans les pays menacés par l’*Anschluss* et l’annexion, en Autriche et en Tchécoslovaquie. De plus, les national-socialistes n’hésitent pas à utiliser la violence, les assassinats et les enlèvements pour lutter contre leurs adversaires, même à l’étranger.

7 Expulsés du pays

Les chemins de la fuite et de l'exil



1 Passeport français de Nora Block. Nora Block (mariée Platiel), à la fois juive et socialiste, était particulièrement menacée. Elle fuit à Paris en 1933 et passe plusieurs mois sans aucun travail ni revenu. Après l'occupation allemande, et au dernier moment, elle réussira à se réfugier en Suisse grâce à l'aide d'amis.



2 Kurt et Mara Löwenstein avec leur fils Dyno à Draveil en 1934. À la suite d'une tentative d'assassinat, le parlementaire et spécialiste de l'éducation, Löwenstein, s'enfuit en 1933 en Tchécoslovaquie puis à Paris. Il y décédera en 1939.

Ceux qui, souvent à la dernière minute, sont contraints de fuir à l'étranger, ne sont pas accueillis à bras ouverts : dans la plupart des cas, l'immigration n'est pas la bienvenue. A fortiori l'immigration allemande, victime d'a priori hérités de la Première Guerre mondiale qui touchent tout particulièrement les réfugiés. En raison des difficultés économiques que traversent les pays d'accueil, le permis de travail n'est accordé que dans très peu de cas. Les émigrés dépendent de l'aide d'organisations caritatives et de travaux ponctuels. De plus, la pression politique du régime nazi devient de plus en plus forte, aussi bien dans les pays préoccupés par leur neutralité (Suisse) que dans les pays menacés par l'annexion ou l'Anschluss (Tchécoslovaquie et Autriche). Même à l'étranger, les national-socialistes feront usage de la violence et auront recours aux assassinats et aux enlèvements pour éliminer leurs opposants.



3 Certificat d'immigration d'Olga et Alexander Bloch, 1937. Le journaliste social-démocrate Alexander Bloch se réfugie d'abord en France puis émigre en Palestine en 1937 avec sa femme Olga.



4 En raison de ses publications, le social-démocrate Theodor Lessing est peu apprécié par la droite depuis les années 1920. Après l'arrivée au pouvoir des national-socialistes il s'enfuit avec sa famille en Tchécoslovaquie, où il sera assassiné par les nazis en 1933.



La Sopade (nom du Parti social-démocrate allemand en exil) entend informer l'opinion publique mondiale sur le véritable visage du régime nazi, publier des déclarations sur les événements politiques, soutenir les actions de résistance à l'intérieur de l'Allemagne et aider les persécutés. Avec les avoires du parti qui ont pu être sauvés (ce sont surtout les antennes qui ont subi des pertes) la direction en exil met en place un nouvel appareil administratif. Sa principale tâche est d'observer et d'analyser les événements se déroulant en Allemagne depuis l'étranger et de diffuser des informations non censurées aux membres du parti se trouvant encore dans le Reich.

L'exil à Prague est marqué par un vif débat sur les causes de cette catastrophe politique et sur les stratégies à envisager pour lutter contre le national-socialisme. Dans l'exil, le SPD abandonne définitivement sa position légaliste. Au regard du fort soutien dont Hitler bénéficie parmi les élites, les positions sociopolitiques de la Sopade se radicalisent, sans pour autant qu'un front unitaire avec les communistes soit réellement envisagé. Les divisions politiques entre les deux mouvements s'avèrent insurmontables.

Au cours des premières années, la Sopade croit encore à l'illusion d'une fin rapide du nazisme. Elle craint de confronter les sociaux-démocrates restés en Allemagne avec la perspective d'un régime national-socialiste se maintenant de longues années au pouvoir. Les « secrétariats frontaliers » (*Grenzsekretariate*) de la Sopade sont des « centres de contrôle » cruciaux pour l'organisation de la résistance. Grâce à ces secrétariats, des brochures, des pamphlets, des tracts et d'autres rapports sont passés clandestinement en Allemagne, et réciproquement des nouvelles de l'Allemagne sont transmises à l'étranger ; ces informations sont compilées dans les *Deutschland-Berichte* (« Rapports sur l'Allemagne ») de la Sopade. Au total, des 33 circonscriptions autrefois aux mains du SPD, 24 maintiennent le contact avec la direction du parti qui leur fournit des informations. En raison de la proximité géographique, les contacts entre la direction de la Sopade et les secrétaires frontaliers en Tchécoslovaquie sont très intenses. Des discussions et des conférences sont constamment organisées.

La pression exercée par le gouvernement allemand sur la Tchécoslovaquie et la cession de la région des Sudètes à l'Allemagne après les Accords de Munich de septembre 1938 conduisent à l'abandon des secrétariats frontaliers en Tchécoslovaquie à partir de cette même année. Ainsi, la connexion la plus importante avec l'Allemagne disparaît. Avec l'occupation de la France et des Etats du Benelux en 1940, les secrétariats restants sont aussi contraints de cesser leurs activités.

La résistance depuis l'étranger



3 Les secrétariats frontaliers de la Sopade. Ces secrétariats étaient chargés de maintenir le contact avec les messagers et les informateurs.

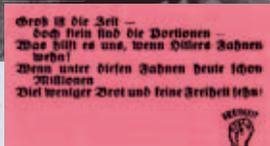
1 Pour les groupes de résistants allemands, la fabrication de publications est laborieuse et dangereuse. Tandis que le *Neue Vorwärts* est publié comme journal, la publication en petit format *Sozialistische Aktion*, imprimée sur du papier de soie, est destinée à être distribuée clandestinement. Rien que dans sa première année de publication, deux millions d'exemplaires environ passeront clandestinement en Allemagne.



La direction du parti en exil, la Sopade, entend informer l'opinion publique mondiale sur le véritable visage du régime nazi, publier des déclarations sur les événements politiques, soutenir les actions de résistance à l'intérieur de l'Allemagne et aider les persécutés. Dans cette optique, la Sopade met en place des *Grenzsekretariate* (« secrétariats frontaliers ») qui sont les « centres de contrôle » de la résistance. Grâce à ces secrétariats, des brochures, des pamphlets et des tracts sont passés clandestinement en Allemagne par voie aérienne, et des rapports sur la situation interne rédigés depuis l'Allemagne nazie par des personnes de confiance sont transmis clandestinement vers l'extérieur. Fin 1937, les national-socialistes accentuent la pression sur la Tchécoslovaquie pour qu'elle mette fin aux activités des émigrés. Pressant l'interdiction d'exercer toute activité politique, la Sopade décide de transférer son siège à Paris en mars 1938.



4 Lotte Branz. Les époux Branz transmettent des nouvelles de Munich au secrétaire frontalier Waldemar von Knoeringen, font entrer des livres interdits en Allemagne et aident des juifs à fuir le pays. Début 1939, Gottlieb Branz est dénoncé à la Gestapo. Condamné à sept mois de prison, il restera prisonnier au camp de concentration de Buchenwald jusqu'à la fin de la guerre.



2 Autocollants et tracts avec des slogans antinazis. La majorité des publications illégales seront confisquées par la Gestapo.



Le SPD et les syndicats se considèrent comme des organisations loyales à la constitution et ne sont donc pas préparés à une existence clandestine. Suite à la vague de terreur du printemps 1933, nombreux sont les membres qui vont se résigner et se retirer de la vie publique. Après le choc produit par les événements suivant la prise de pouvoir d'Hitler, la résistance sociale-démocrate tarde à se former. Les points de départ sont souvent la persistance des amitiés entre anciens membres du parti dont les familles sont souvent sociales-démocrates depuis deux ou trois générations. Avec l'occupation des locaux du parti et des syndicats, des maisons de loisirs et des institutions culturelles du mouvement ouvrier par les national-socialistes, les anciens points de rencontre disparaissent. Les seules alternatives restent les bars où se tenaient auparavant les rencontres des associations villageoises, les logements de particuliers ou bien les rencontres à l'extérieur. Parmi les principales missions de ces groupes, on retrouve la recherche d'informations non censurées, le maintien d'anciens contacts pour se prémunir de la propagande nazie et les tentatives de faire émerger une opinion publique d'opposition (*Gegenöffentlichkeit*) grâce à la distribution illégale de tracts. Une des formes élémentaires des actions de résistance reste l'aide spontanée aux persécutés, ce qui selon les lois nazies, peut aussi être puni. De cette manière, de larges structures clandestines voient le jour. Cela vaut aussi pour la continuation des activités communes de loisirs, comme les balades, les excursions ou les festivités du premier mai.

Durant l'année 1933, différents groupes de résistants sociaux-démocrates se créent aux quatre coins de l'Allemagne. Les personnes impliquées dans ces actions prennent de grands risques. La vie quotidienne est rythmée par de nombreuses contraintes, ils doivent sans cesse se protéger contre l'espionnage et les dénonciations. Le fait de pratiquer des activités illégales signifie non seulement se mettre personnellement en danger mais aussi risquer la vie de ses proches: les époux, parents et enfants de résistants sont eux-aussi menacés d'arrestation, de torture et de détention.

La base de la résistance dans le Reich

Le milieu social-démocrate



1 L'auberge *Gasthaus Bollmann*, le local traditionnel du SPD de Halberstadt, devient un point de rencontre clandestin. L'ancien membre du parlement régional de Prusse et membre du SPD Minna Bollmann dirige l'auberge avec son fils. Après avoir été dénoncée, Minna Bollmann se suicide en 1935. Son fils Otto Bollmann est arrêté et condamné à une peine de prison ferme. Il est détenu jusqu'en 1942 dans le camp de concentration de Sachsenhausen.

2 Fête clandestine du premier mai organisée par les sociaux-démocrates de Magdebourg. Les membres de la Arbeiterjugend (« les Jeunes travailleurs »), des Jungsozialisten (« les Jeunes socialistes »), des Naturfreunde (« Les amis de la nature ») ou des anciens membres du Reichsbanner déguisent leurs réunions en excursions.



3 L'ancien président des Jeunes travailleurs socialistes Max Westphal, ici avec sa famille, organise avec d'autres sociaux-démocrates la répartition des dons des travailleurs de la métallurgie danoise pour les personnes persécutées par les nazis et leurs familles. Malgré son acquittement par manque de preuves, Max Westphal, blessé de guerre, restera en détention de 1938 à 1940 et décédera en 1942.

Le SPD et les syndicats se considèrent comme des organisations loyales à la Constitution et ne sont donc pas préparés à une existence clandestine. Suite à la vague de terreur du printemps 1933, nombreux sont les membres qui vont se résigner et se retirer de la vie publique. Les relations personnelles dans le milieu social-démocrate sont le point de départ des groupes de la résistance. L'aide aux persécutés, le maintien d'anciens contacts pour se prémunir de la propagande nazie, les tentatives de faire émerger une opinion publique d'opposition (*Gegenöffentlichkeit*) grâce à la distribution illégale de tracts, telles sont les tâches que ces groupes clandestins souhaitent remplir. Dans le même temps, ils doivent se protéger contre l'espionnage et les dénonciations. En effet, les résistants et leurs familles sont constamment menacés d'arrestation, de torture et d'emprisonnement.



4 Alfred Markwitz et d'anciens fonctionnaires du SPD se réunissent régulièrement dans un local à Berlin-Lichtenberg. Lors d'une razzia, la Gestapo y trouve 500 exemplaires de la *Sozialistische Aktion* (« Action socialiste »). Pour obtenir des aveux, Markwitz sera soumis à la torture mais ne parlera pas. Il sera toutefois condamné à six ans de prison.





L'un des premiers groupes de résistants à se structurer à Berlin est le Roter Stoßtrupp (« L'unité de choc rouge »), qui possède aussi des antennes de distribution dans d'autres villes. Dès le printemps 1933, l'objectif de ce groupe est de créer une élite prolétaire d'opposants résolus au régime nazi avec des membres du SPD, des syndicalistes et des membres du *Reichsbanner*. Cette élite devra être le noyau dur d'un futur mouvement de masse. Le premier numéro du *Roter Stoßtrupp* apparaît en avril 1933, les numéros seront ensuite édités à 1 500 exemplaires tous les huit ou dix jours. Au total, environ 40 000 écrits illégaux seront ainsi distribués. En novembre 1933, l'organisation est repérée et environ 240 personnes sont arrêtées. Bon nombre d'entre elles vont être condamnées à de lourdes peines de prison.

Le réseau de distribution de la fabrique de pain Germania à Duisburg est l'une des organisations clandestines les plus importantes des premières années de la dictature nazie. Le social-démocrate August Kordahs acheta une usine de pain en ruines à Duisburg-Hamborn et fit distribuer ses produits pour booster les ventes. L'ancien secrétaire du parti Hermann Runge met en place un réseau illégal avec des amis issus de la Jeunesse des Travailleurs Socialistes (*Sozialistischen Arbeiter-Jugend, SAJ*). Ils distribuent des textes clandestins et organisent des réunions conspiratives. Les tracts distribués appellent au renversement du régime.

La bonne marche de l'entreprise rend possible l'achat de véhicules de livraison qui permettent l'élargissement du rayon d'action des vendeurs. Dans un même temps, ils collectent des informations pour les *Deutschland-Berichte* de la Sopade. Début 1935, la Gestapo arrête plus de 200 travailleurs de l'usine, dont quatre seront assassinés en détention provisoire et 18 condamnés à de lourdes peines de prison par le *Volksgesichtshof* (« Tribunal du peuple »). Dès le démantèlement des syndicats en 1933, le quotidien des militants syndicaux est dominé par le chômage, les arrestations et la difficile recherche d'un nouvel emploi. L'obligation souvent politique d'exercer de nouveaux emplois (en tant que représentant par exemple) favorise le maintien d'anciens contacts et la création de nouveaux réseaux.

Cependant, les réseaux les plus étendus restent ceux qui bénéficient de l'aide d'organisations étrangères et internationales. Le principal objectif des syndicalistes est l'obtention d'informations non censurées, la diffusion de nouvelles concernant la situation dans les entreprises et le maintien des contacts avec des syndicalistes allemands en exil et avec des syndicats et associations professionnelles internationales.

Un groupe de résistants de la région de Wuppertal, composé en majorité par des travailleurs du textile et de la métallurgie, se construit également à partir de contacts professionnels. Ce groupe imprime et distribue des tracts et diffuse même son propre journal. Au sein de ce groupe, les syndicalistes sociaux-démocrates et communistes travaillent ensemble. Au début de l'année 1935, plus de 1200 personnes sont arrêtées et 600 sont condamnées à de lourdes peines lors de procès de masse par le *Volksgesichtshof* de Berlin et le Tribunal Supérieur régional basé dans la ville de Hamm. Quelques uns seront déportés dans des camps de concentration.

10 La défense des positions perdues

Les réseaux de résistants au sein du Reich



- 4 Les groupes de résistants des travailleurs du textile et de la métallurgie de la région de Wuppertal, au sein desquels coopèrent syndicalistes sociaux-démocrates et communistes, impriment leurs propres journaux et distribuent des tracts. C'est seulement au début de l'année 1935 que la police réussit à démanteler l'organisation : plus de 1 200 personnes sont arrêtées et 600 sont condamnées à de lourdes peines de prison.



- 1 Rudolf Küstermeier est arrêté pendant l'élaboration d'une édition du *Roter Stoßtrupp*. Lors de son procès, il déclare être le principal responsable de cette organisation illégale. Il sera condamné à dix ans de prison, qu'il passera en partie dans un camp de concentration. Il n'est libéré qu'en 1945.

Un groupe opérant dans Berlin distribue depuis avril 1933 le *Roter Stoßtrupp* (« L'unité de choc rouge ») à 1 500 exemplaires. Dès novembre 1933, l'organisation est repérée et environ 240 personnes sont arrêtées. Bon nombre d'entre elles vont être condamnées à de lourdes peines de prison. Dans la région du Bas-Rhin, un groupe de résistants se crée autour de la fabrique de pain Germania. Le cœur de ses activités est la distribution de supports d'information clandestins. Au début de l'année 1935, la Gestapo arrête plus de 200 travailleurs de l'usine, dont quatre seront assassinés en détention provisoire et 18 condamnés à de lourdes peines de prison par le *Volksgerichtshof* (« Tribunal du peuple »). De plus, une organisation de travailleurs de la métallurgie et du textile agissant aux alentours de Wuppertal organise la résistance à partir de contacts professionnels mais les réseaux les plus étendus restent ceux qui bénéficient de l'aide d'organisations étrangères et internationales.



- 3 Le cheminot Otto Stolze est licencié en 1933 pour des raisons politiques. Il devient commercial et met en place le réseau de résistants de la *Internationale Transportarbeiter-Föderation* (ITF, « la Fédération internationale des transporteurs ») dans la région de Leipzig. L'organe de la ITF pour les marins se créera clandestinement grâce aux réseaux syndicaux.
- 2 Après l'interdiction du parti, l'ancien secrétaire du SPD Hermann Runge (X) est licencié et travaille comme conducteur pour la fabrique de pain Germania. Avec l'aide d'autres résistants, il met en place un réseau de distribution de textes clandestins. Arrêté le 29 mai 1935, il est transporté dans une prison de la Gestapo – la tristement célèbre *Steinwache* – à Dortmund et y est torturé. Pendant longtemps, sa femme ne saura pas où il se trouve. Lors de ses recherches, elle sera aussi fortement menacée.



Le SAP (*Sozialistische Arbeiterpartei*, « Parti socialiste des travailleurs ») est en nombre la deuxième plus grande organisation socialiste de gauche. Elle est créée en 1931 lors d'une scission avec le SPD. Cette scission est motivée entre autres par l'opposition à la « politique de tolérance » du SPD envers le gouvernement de Brüning ainsi que par les exclusions du parti pour incompatibilité avec les positions de la direction, laquelle était notamment opposée à un travail des membres du mouvement dans les organes de presse pacifistes de gauche. Ainsi, le jeune Willy Brandt adhère au nouveau parti et devient le dirigeant de la section jeune de Lübeck. Le parti arrive rapidement à construire un réseau clandestin dès les premières années du régime nazi. Entre 4 000 et 5 000 membres sont coordonnés depuis la centrale du SAP à Paris. Déjà en 1934, des sections de l'organisation sont démantelées par la Gestapo. Avant 1933, le groupe *Neu Beginnen* se met aussi en place devenant un cercle conspiratif à l'intérieur même du SPD et du KPD. La division des mouvements ouvriers doit être surmontée à travers la recherche clandestine de nouveaux membres. L'épicentre du travail clandestin de *Neu Beginnen* se trouve à Berlin. Entre 1933 et 1934 le réseau s'étend à d'autres villes. Jusqu'au début de l'année 1935, les activités du groupe sont financées par la direction du SPD. D'importants représentants sociaux-démocrates, dont des membres de la direction et des secrétaires frontaliers, sympathisent plus ou moins ouvertement avec *Neu Beginnen*. Grâce à ses structures préalables, l'organisation est bien préparée pour des activités de résistance. Cependant, une grande partie sera démantelée entre 1935 et 1936 et seuls quelques groupes pourront poursuivre leurs activités. L'un des groupes de résistants les plus actifs est le *Internationaler Sozialistischer Kampfbund* (« Union de lutte socialiste internationale », ISK). Créée en 1926 pour prendre la relève du *Internationaler Jugendbund* (« Union internationale des jeunes », IJB), dont les membres avaient été exclus du SPD, cette nouvelle structure cherche à concilier l'idée d'un socialisme construit sur une base éthique avec l'objectif de formation politique des élites. Cette organisation, très critique envers la politique du SPD et du KPD durant les dernières années de la République de Weimar, demande la création d'un front unitaire du mouvement ouvrier. Dès le début, le ISK envisage le maintien durable du régime nazi et commence très tôt la construction de structures clandestines. Dès juillet 1933, un système de groupes de cinq est mis en place dans tout le Reich.

Le directeur du ISK, Willi Eichler, doit fuir à Paris dès la fin de l'année 1933 où il mettra en place le siège du groupe l'étranger. Celui-ci accorde beaucoup d'importance aux actions « visibles » par l'opinion publique, lesquelles sont censées démontrer la persistance d'une opposition au régime nazi.

Dès la mi-décembre 1936, des membres du ISK sont arrêtés dans plusieurs villes. Seuls quelques uns de ses membres arrivent à échapper aux arrestations en se réfugiant à l'étranger.

11 À la gauche du SPD

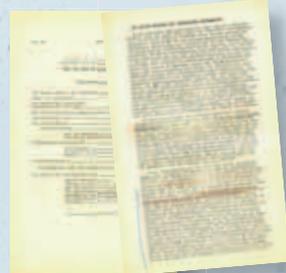
Des divisions dans la lutte contre la dictature nazie

2 1933, Willy Brandt doit fuir l'Allemagne. En 1936, il visite Berlin déguisé en étudiant norvégien et en profite pour réorganiser un sous-groupe du SAP. Il donnera des informations sur la situation en Allemagne.



3 Informations du groupe *Neu Beginnen* sur l'Allemagne nazie.

1 Article sur le début du procès SAP à Berlin.



4 Fritz Erler travaille dans la résistance avec *Neu Beginnen*. En 1939, il est condamné à dix ans de prison. À la fin de la guerre, il réussit à s'échapper du camp de concentration de Dachau lors d'une marche de la mort et y survit.

Dans la dernière phase de la République de Weimar, différents groupes luttant pour le dépassement des divisions internes au mouvement ouvrier se forment. Dans les premières années du régime nazi, le SAP (*Sozialistische Arbeiterpartei*, « Parti socialiste des travailleurs ») était parvenu à mettre en place un vaste réseau clandestin. Son siège parisien coordonne entre 4 000 et 5 000 membres. À partir de 1934, beaucoup sont arrêtés. Au sein du SPD et du KPD, un groupe de conspirateurs voit le jour, *Neu Beginnen*, NB. Grâce à sa structure, NB est parfaitement préparé aux actions de résistance. Une grande partie de l'organisation sera démantelée en 1935/36. Quant aux membres de l'*Internationaler Sozialistischer Kampfbund*, ISK (« l'Union de lutte socialiste internationale »), ils seront très efficaces dans la diffusion de tracts, l'organisation d'actions de résistance « visibles » et les slogans antinazis. La Gestapo ne parviendra à démanteler ce groupe que fin 1936.

6 Julius Philipsson, l'un des membres les plus actifs de l'ISK, sera torturé pendant des mois en prison mais ne donnera aucune information importante. Il sera condamné à la prison à perpétuité et assassiné à Auschwitz en 1943.



5 Willi Eichler rédige les *Reinhart-Briefe* (« Lettres de Reinhart ») et le *Sozialistische Warte* (« Point de vue socialiste »), dans lesquels il analyse les changements politiques en Allemagne et suggère des règles de conduite aux résistants. Il dirigera l'ISK depuis Paris et doit se réfugier en 1939 en Grande-Bretagne, où il collabore entre autres aux émissions de la BBC destinées aux travailleurs allemands.



Suite à la prise de pouvoir du national-socialisme en Allemagne, la politique du Komintern (l'Internationale communiste dirigée par Moscou) change temporairement. Jusque-là, elle voyait dans les sociaux-démocrates ses principaux ennemis (qu'elle qualifiait de « social-fascistes »). Dans l'exil, des négociations se mettent en place avec les socialistes, dans lesquelles s'engagent des écrivains et des intellectuels reconnus (Cercle de Lutetia). Mais les négociations échoueront en raison de divergences sur les finalités politiques. Lors des élections de 1936, des coalitions rassemblant des socialistes, des communistes et d'autres partis de gauche arrivent au pouvoir en France et en Espagne. En Espagne, en juin 1936, un coup d'Etat militaire contre le gouvernement élu démocratiquement conduit à la guerre civile. Une vague de solidarité s'empare alors de la gauche européenne. Le comportement des communistes durant la guerre civile espagnole, qui est exclusivement guidé par la volonté d'accéder au pouvoir, les Procès de Moscou (1936–1938) et le Pacte germano-soviétique d'août 1939 détruisent néanmoins tout espoir de coopération avec les sociaux-démocrates dans la lutte contre le national-socialisme. Cependant, des contacts ponctuels subsistent dans les cercles de résistance et entre les émigrants.

12 La dernière tentative

Le «Volksfront» contre Hitler



- 1 Hôtel Lutetia ; appel du Volksfront (« Front populaire »), décembre 1936. En février 1936 des communistes, des sociaux-démocrates, des écrivains et des intellectuels invités par l'écrivain Heinrich Mann se réunissent à l'Hôtel Lutetia de Paris. Un appel commun ne verra le jour qu'à la suite de longues négociations.



- 3 Le social-démocrate Rolf Reventlow, qui doit fuir l'Allemagne nazie, participera à la guerre civile espagnole.



- 2 Des volontaires antifascistes italiens en 1937; appel du *Einheitsverband der Eisenbahner Deutschlands* (« l'Union des cheminots allemands »). Tandis que l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne soutiennent le général Franco, les socialistes de différents pays aident à défendre la République espagnole.

Suite à la victoire du national-socialisme en Allemagne, la politique de l'Internationale communiste change temporairement. Celle qui jusque là voyait dans les sociaux-démocrates ses principaux ennemis (qu'elle qualifiait de « social-fascistes ») va, dans l'exil, mettre en place des négociations avec les socialistes dans lesquelles s'engagent des écrivains et intellectuels reconnus. Mais les négociations échoueront en raison de divergences sur les finalités politiques. Le comportement des communistes durant la guerre civile espagnole – exclusivement guidé par la volonté d'accéder au pouvoir –, les Procès de Moscou et le Pacte germano-soviétique d'août 1939 détruisent tout espoir de coopération avec les sociaux-démocrates dans la lutte contre le national-socialisme.



- 5 À la suite de négociations secrètes qui ont duré plusieurs mois, le ministre des Affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop, et le président du Conseil des Commissaires du Peuple soviétique, Viatcheslav M. Molotov, signent le 23 août 1939 – en présence de Staline – le Pacte de non-agression germano-soviétique. La signature de ce pacte permet l'invasion de la Pologne à Hitler. En effet, un protocole additionnel secret prévoyait la partition de la Pologne et d'autres pays en fonction des sphères d'influence des signataires.



- 4 Entre 1936 et 1938, Staline fait condamner à mort de nombreux dirigeants communistes et d'anciens révolutionnaires de 1917 dans le cadre de faux procès, après leur avoir arraché des aveux sous la torture.



Le 1^{er} septembre 1939, la campagne des conquêtes hitlériennes commence avec l'invasion de la Pologne. Le jour même, une vague d'arrestations s'abat sur tout le Reich et emporte, entre autres, bon nombre d'anciens syndicalistes et fonctionnaires du SPD. Dans les années suivantes, l'armée allemande sème terreur et destruction dans presque tous les pays européens. En Allemagne, les lois contre toutes activités hostiles au régime se durcissent. Les moqueries sur la vie politique, l'écoute de radios étrangères, l'insubordination au travail et autres « délits » mènent à de lourdes peines de prison, à l'internement dans des camps de concentration ou à la peine de mort. La plupart des groupes de résistants sociaux-démocrates sont déjà démantelés au début des années 1940. Le groupe formé autour d'Hermann Frieb et Bebo Wager dans le sud de l'Allemagne et en Autriche est une exception. Hermann Frieb et Waldemar von Knoeringen créent le Groupe des Socialistes Révolutionnaires en tant que sous-division de *Neu Beginnen*. Leur compagnon le plus important, Bebo Wager, constructeur chez MAN à Augsburg, entretient dans le sud de la Bavière et de l'Autriche un réseau de contacts avec des centaines de personnes, dont des membres des anciennes associations sociales-démocrates de jeunesse, sportives et d'enseignement. Frieb renonce dans ses activités clandestines à la diffusion de tracts et au travail d'information, et s'affaire à l'organisation d'un coup d'Etat. Il met sur pied des formations et des exercices de tir dans sa maison de vacances près du lac Ammersee. Lors de son arrestation en 1942, la Gestapo y trouve des armes et des munitions. Hermann Frieb, Bebo Wager et d'autres sont exécutés en 1943.

13 1939 : le début de la guerre

La violence à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne



2 Affiche nazie, 1940.



1 1er septembre 1939, invasion de la Pologne par les troupes allemandes : début de la Seconde Guerre mondiale.

- 4 Liste établie en exil par Fritz Heine des peines de mort prononcées depuis septembre 1939.



3 Camp de concentration de Sachsenhausen. Lothar Erdmann, ancien rédacteur de la revue du ADGB Die Arbeit (« Le Travail »), est arrêté le 1er septembre 1939 et déporté au camp de concentration de Sachsenhausen où il décéda le 18 septembre 1939 des suites de tortures.



Le 1^{er} septembre 1939 commence, avec l'invasion de la Pologne, la campagne des conquêtes hitlériennes. Le jour même, une vague d'arrestations s'abat sur tout le Reich et emporte, entre autres, bon nombre d'anciens syndicalistes et fonctionnaires du SPD. Dans les années suivantes, l'armée allemande sème terreur et destruction dans presque tous les pays européens. En Allemagne, les lois contre toutes activités hostiles au régime se durcissent. Les moqueries sur la vie politique, l'écoute de radios étrangères, l'insubordination au travail et autres « délits » mènent à des lourdes peines de prison, à l'internement dans des camps de concentration ou à la peine de mort. La plupart des groupes de résistants sociaux-démocrates sont déjà démantelés au début des années 1940. Le groupe formé autour d'Hermann Frieb et Bebo Wager dans le sud de l'Allemagne est une exception.



5 Bebo Wager, compagnon d'armes d'Herman Frieb, maintenait un réseau de contacts composé essentiellement de membres de l'ancienne jeunesse du SPD et d'associations sportives et éducatives de Bavière du sud et d'Autriche.



6 Hermann Frieb, membre du SPD avant 1933, crée le groupe des Revolutionäre Sozialisten (« Socialistes révolutionnaires ») au sein de l'organisation Neu Beginnen.



7 Lettre d'adieu d'Hermann Frieb à sa mère Paula Frieb en 1943. Frieb, très impliqué dans les projets de renversement du pouvoir nazi, organisa des formations près du lac Ammersee (Haute Bavière) et créa plusieurs dépôts d'armes. Frieb, Wager et d'autres accusés seront exécutés en 1943. Paula Frieb, qui avait soutenu son fils, est condamnée à douze ans de prison.





L'automne 1941 marque le début de la déportation et de l'assassinat des juifs d'Europe par les nazis. Parmi les personnes déportées dans les camps d'extermination se trouvent des sociaux-démocrates d'origine juive qui n'ont pas réussi à fuir en territoire non contrôlé par les national-socialistes.

Dès le début de la domination nazie, ils feront l'objet d'une double persécution – politique et raciale. Cette persécution se traduit dans leur vie professionnelle, ainsi que par la limitation de leurs droits et par leur exclusion de la société allemande. Dès 1933, la discrimination des Allemands d'origine juive s'étend peu à peu à tous les domaines de la vie sociale.

Les « Lois de Nuremberg » de 1935 forment le socle « légal » de la politique raciale nazie et sont à la base de nouvelles formes de harcèlement et de persécutions. Leur promulgation permet en outre de retirer les droits civils aux juifs, d'interdire le mariage entre juifs et non-juifs et d'opérer une classification de la population selon des critères raciaux. En parallèle, on assiste au pillage des biens des Allemands d'origine juive et à l'« aryanisation » forcée des avoirs juifs. Les persécutions atteignent leur point culminant en novembre 1938. Pendant le pogrom de la « nuit de cristal » (*Reichskristallnacht*), des synagogues sont incendiées, des locaux et habitations juives sont dévastés. Rien qu'à Berlin, 12 000 hommes et femmes sont arrêtés, torturés et déportés dans le camp de concentration de Sachsenhausen. De nouvelles mesures de privation de droits suivirent : dans la capitale Berlin est publié le *Judenbann* (bannissement des juifs de la vie publique), qui interdit aux juifs d'accéder à certains quartiers; cela est suivi par l'exclusion de toutes les infrastructures culturelles, l'expulsion de leurs appartements et le recrutement pour des travaux forcés. Après avoir encouragé pendant des années l'émigration des juifs, à l'automne 1941, les national-socialistes changent radicalement de stratégie : l'émigration est interdite et remplacée par la déportation. Lors de la Conférence de Wannsee du 25 janvier 1942, sous la présidence du général des SS Reinhard Heydrich, l'extermination définitive des juifs européens est adoptée.

14 Doublement persécutés

Les juifs sociaux-démocrates

1 Le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.



2 En 1935, les Rassengesetze (« Lois raciales » ou Lois de Nuremberg) contraignent le politicien spécialiste des questions de santé Julius Moses – ici avec ses enfants – à se séparer de sa compagne Elfriede Nemitz et à s'installer dans une Judenhaus (« maison de juifs »). En 1942, il est déporté au camp de concentration de Theresienstadt où il meurt de faim et d'épuisement.



3 L'éditeur Kurt Heilbut est arrêté en mars 1933. Après des années d'harcellement et de persécution il est déporté à Auschwitz en 1943 où il sera assassiné.

L'automne 1941 marque le début de la déportation et de l'assassinat des juifs d'Europe par les nazis. Parmi les personnes déportées dans les camps d'extermination se trouvent des sociaux-démocrates d'origine juive qui n'ont pas réussi à fuir dans un territoire non contrôlé par le Reich. Dès le début de la domination nazie, ils feront l'objet d'une double persécution : à la fois politique et raciale.



4 L'écrivain Luise Kautsky, épouse de Karl Kautsky, théoricien politique du SPD, fuit les troupes allemandes d'Autriche à Amsterdam avec son mari. À 80 ans, elle sera déportée à Auschwitz. En cet hiver de 1944, elle ne survivra pas au transport.



5 Le collaborateur de l'ancien groupe parlementaire du SPD, Eugen Prager – ici avec sa femme Gertrud – transmettait des informations sur la situation en Allemagne à la presse social-démocrate tchécoslovaque après l'arrivée au pouvoir des national-socialistes. Tous ses plans de fuite vont échouer. En janvier 1942, les époux sont déportés de Berlin à Riga, où ils seront assassinés.



6 L'ancien rédacteur du Vorwärts, Richard Bernstein – ici avec sa famille – va s'enfuir en Norvège en passant par la Tchécoslovaquie. Il est arrêté, puis déporté à Auschwitz où il sera assassiné avec sa femme Gisela en 1942 ou 1943.



Avec l'avancée de la Wehrmacht en France, dans les Etats du Benelux puis dans les Etats scandinaves, la situation des juifs de ces pays se détériore de manière dramatique. Les pays d'accueil des réfugiés sont envahis, les chemins de fuite dans d'autres pays sont bloqués et les administrations locales livrent souvent ces étrangers indésirables à la Gestapo. En France et au Royaume Uni, les émigrants allemands sont internés dans des camps. Pour les membres de la résistance, qui n'ont pu échapper que de justesse aux persécutions des national-socialistes, c'est un coup dur.

L'accord d'armistice avec la France prévoit « l'extradition sur demande ». Ainsi, les Allemands envoient des commissions dans les camps pour repérer les réfugiés politiques et mettre en œuvre la déportation des émigrants juifs. De nombreux résistants et ennemis du régime nazi sont déportés vers le Reich, où les attendent les camps de concentration et souvent la mort. Les juifs sont quant à eux déportés en règle générale vers les camps d'exterminations.

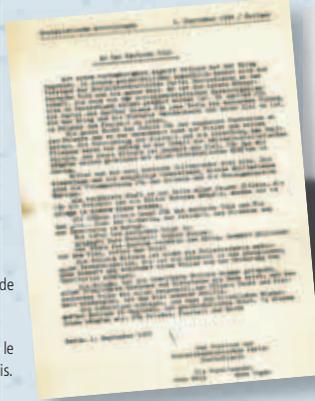
Des milliers d'émigrés essaient désespérément de fuir en outre-mer à partir de Marseille, de l'Espagne ou du Portugal. Beaucoup traversent les Pyrénées à pied. Les membres de la direction du parti exilés à Paris sont eux-aussi en danger. Quelques uns réussissent à s'échapper au Royaume-Uni, dont Hans Vogel, nouveau président de la Sopade après le décès d'Otto Wels. D'autres membres prééminents du SPD, dont Friedrich Stampfer, se réfugient aux Etats-Unis. Mais tous ne vont pas réussir à fuir la France dans les temps. Parmi ceux qui tombent entre les mains des national-socialistes se trouvent deux célèbres sociaux-démocrates de la République de Weimar, Rudolf Breitscheid et Rudolf Hilferding.

Depuis l'été 1940, la situation est particulièrement dramatique dans le sud de la France. Fritz Heine, employé et membre de la direction du Sopade, qui avait lui-même été emprisonné temporairement en 1940, met en place une courageuse action de sauvetage. Entre 1940 et 1941, depuis Marseille et Lisbonne, il sauve des centaines de sociaux-démocrates, syndicalistes et juifs allemands de l'arrestation et de la mort. Pour sauver les réfugiés il coopère notamment avec des organisations humanitaires internationales et la *German Labor Delegation*, la délégation des émigrés allemands à New York. Dans une chambre de bonne de l'Hôtel de Berne à Marseille, Heine installa un bureau de conseils pour les migrants. Heine leur fournit de l'argent, des visas et des titres de transport maritime et mit à leur disposition des cartes pour faciliter la traversée des Pyrénées. Non sans mal, il réussit à s'échapper à Londres en mai 1941 ; il figurait lui-même sur les listes de recherche nazies.

15 Exilés

Mais pas pour autant en sécurité

- 1 Appel de la direction du SPD au commencement de la guerre. Cet appel va être le dernier co-rédigé par Otto Wels qui cède le 16 septembre 1939 à Paris.



- 3 Grâce aux « avis de recherche », l'administration nazie tente de retrouver les réfugiés.



- 2 Le camp de Gurs dans le sud de la France. Les camps français ne sont pas des camps d'extermination comme ceux que l'on trouve en Allemagne ou en Pologne. Toutefois le taux de mortalité y sera élevé en raison des maladies et de la malnutrition. À partir de 1942, les juifs qui y sont internés sont déportés à Auschwitz ou dans d'autres camps d'extermination.

Dès l'entrée de la *Wehrmacht* en France, la situation des réfugiés dans ce pays se détériore de manière dramatique : il n'existe pratiquement plus de possibilités de fuir le pays et les administrations locales n'ont aucun scrupule à livrer les étrangers à la Gestapo. En France, les réfugiés sont considérés comme des « étrangers hostiles » et sont internés dans des camps : un coup dur pour les membres de la résistance. En effet, le traité d'armistice signé avec l'Allemagne prévoit « l'extradition à la demande ». Des milliers de migrants tentent désespérément de fuir. La situation est tout particulièrement dramatique dans le sud de la France. Fritz Heine, employé et membre de la direction du Sopade, qui avait lui-même été emprisonné temporairement en 1940, met en place une courageuse action de sauvetage. Entre 1940 et 1941, depuis Marseille et Lisbonne, il sauve des centaines de sociaux-démocrates, syndicalistes et juifs allemands de l'arrestation et de la mort.



- 4 L'ancien président du groupe parlementaire du SPD Rudolf Breitscheid (gauche) et Rudolf Hilferding, l'un des principaux théoriciens du parti, sont arrêtés par la police française en 1941 puis livrés à la Gestapo. Hilferding se suicide et Breitscheid est déporté au camp de concentration de Buchenwald, où il meurt en 1944 lors d'un bombardement.



- 5 1940 : discussion entre Fritz Heine, Erich Lewinski, Daniel Bénédite et Hans Sahl. Dans une chambre de bonne de l'Hôtel de Berne à Marseille, Heine installa un bureau de conseil pour les migrants, auxquels il fournit de l'argent, des visas et des titres de transport maritime.



Pendant la guerre, les sociaux-démocrates et les syndicalistes allemands exilés au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Suède travaillent de concert à la construction de plans pour une Allemagne démocratique après la victoire et la chute de la dictature nazie. Au cœur des discussions se trouve l'introduction de structures démocratiques dans toutes les sphères de la vie publique allemande : le désarmement de l'Allemagne et son incorporation dans une fédération européenne, l'adoption de directives sur les politiques économiques, culturelles et éducatives, l'élaboration de grands principes en vue d'une nouvelle constitution allemande, la mise en place d'une administration solide et la réforme de la justice. Des mesures de sanction contre les national-socialistes sont également étudiées.

Néanmoins, ces programmes auront peu d'influence sur le cours des événements politiques, déterminé par les alliés. Cependant, ces discussions permettront d'éviter des divisions entre les différents groupes socialistes.

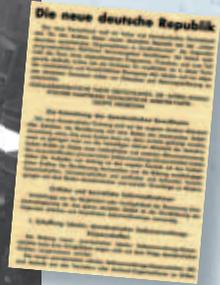
Les liens avec le parti communiste et l'URSS restent problématiques. Après le Pacte germano-soviétique, les groupes situés entre le SPD et le parti communiste prennent leurs distances vis-à-vis du KPD, ce qui va faciliter leur alliance avec le SPD. En 1941 à Londres, les organisations en exil du SPD, du ISK, de *Neu Beginnen* et du SAP s'unissent pour créer l'*Union deutscher sozialistischer Organisationen in Großbritannien* (l'« Union des organisations socialistes allemandes de Grande-Bretagne »). Dans d'autres pays, on trouve aussi des accords, au cours desquels le rôle du président du SPD Hans Vogel et le membre de la direction Erich Ollenhauer sera crucial. L'« Union » londonienne va maintenir des contacts avec des organisations ouvrières britanniques et internationales. Des contacts étroits existent avec le groupe des syndicalistes allemands au Royaume Uni. Pendant ce temps, des contacts avec l'Allemagne ne sont possibles qu'indirectement, en participant, par exemple, aux programmes de la radio anglaise destinés à l'Allemagne.

16 Pour une Allemagne démocratique

Bâtir l'avenir dans l'exil



2 Fête du premier mai de l'Union londonienne en 1941. Entre fin 1940 et début 1941, Londres est le siège de la direction du SPD.



3 Texte du programme politique de la direction du SPD durant l'exil londonien.



1 Hans Vogel, président du parti après la mort d'Otto Wels, Erich Ollenhauer et Willi Eichler sont dès 1941 les moteurs de l'unification entre le SPD, l'ISK, *Neu Beginnen* et le SAP qui formeront l'Union des organisations socialistes allemandes de Grande-Bretagne.



4 Prise de décision en vue de surmonter la dictature nazie en décembre 1941.

Pendant la guerre, les sociaux-démocrates et les syndicalistes allemands exilés au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Suède travaillent ensemble à la construction d'une Allemagne démocratique après la guerre. Au cœur des discussions se trouve l'introduction de structures démocratiques dans toutes les sphères de la vie publique allemande. Lors de ce processus de réflexion, les différents groupes socialistes réussissent à surmonter leurs divisions : à Londres en 1941, les différents groupes d'émigrés socialistes s'unissent et forment l'*Union deutscher sozialistischer Organisationen in Großbritannien* (l'« Union des organisations socialistes allemandes de Grande-Bretagne »). Dans d'autres pays d'exil, des unions similaires voient le jour.



5 Willy Brandt, Maurycy Karniol, Alva et Gunnar Myrdal et Bruno Kreisky. En Suède aussi, les réfugiés socialistes travaillent aux côtés des sociaux-démocrates suédois à la mise en place de projets pour une Allemagne d'après-guerre démocratique. En 1943, ce groupe international de socialistes démocratiques adopte son plan pour une Allemagne démocratique dans une Europe unie.



6 Wilhelm Sollmann et Gerhart Seger lors d'un rassemblement de la *German Labor Delegation* aux États-Unis en 1941. Wilhelm Sollmann, rédacteur du journal *Rheinische Zeitung*, réussit à fuir à l'étranger en 1933. Gerhart Seger est l'auteur d'un rapport traduit dans de nombreuses langues sur les conditions de sa détention au camp de concentration d'Oranienburg.



Tandis que le SPD et les syndicats ont combattu le national-socialisme dès son ascension au pouvoir, seuls quelques militaires et hauts fonctionnaires de l'Etat nazi avaient ressenti la nécessité de tenir tête aux aspirations guerrières d'Hitler. Pour ces personnes, qui détiennent les leviers du pouvoir et ont un accès direct à Hitler, il est plus facile d'organiser des attentats et des plans de renversement susceptibles de réussir. C'est seulement à partir de la bataille de Stalingrad et de l'échec de la campagne de Russie qu'un cercle plus grand d'opposants militaro-conservateurs se crée. Au centre de ce cercle, on trouve l'ancien chef d'Etat major de la *Heer* (l'armée de terre de la Wehrmacht), Ludwig Beck, et l'ancien maire de Leipzig, Carl Goerdeler. Ludwig Beck tentait déjà depuis l'été 1938 de mobiliser les généraux afin de s'opposer aux plans militaires d'Hitler et de le renverser en cas de guerre. Les Accords de Munich firent avorter ses plans et peu de temps après, Beck quitta la Wehrmacht.

Pendant la planification du coup d'Etat s'impose l'idée qu'un renversement ne pourrait pas aboutir sans y intégrer des représentants de la classe ouvrière. Cependant, une grande mobilisation de travailleurs n'est plus envisageable lors des dernières années de guerre. L'appareil de la terreur, omniprésent et trop puissant, réagit brutalement aux moindres signes d'opposition. En général, les sociaux-démocrates et les syndicalistes impliqués dans les plans de renversement du pouvoir des années 1940 sont des individus qui entretiennent une amitié personnelle ou se connaissent d'actions de résistance précédentes.

Le social-démocrate Wilhelm Leuschner, en charge des contacts avec l'ancien mouvement ouvrier, jouera un rôle très important. La conception de la société défendue par Ludwig Beck et Carl Goerdeler est autoritaire et emprunte d'une culture hiérarchique forte. Pourtant, Leuschner réussit à y intégrer les intérêts des travailleurs, mais seulement dans une certaine mesure. Les ébauches pour la création d'un « syndicat allemand » (*Deutsche Gewerkschaft*) contiennent de nombreuses références aux propositions développées dès le printemps 1933 par d'anciens syndicalistes en vue d'éviter le démantèlement de l'organisation, ainsi qu'à des structures du *Deutscher Arbeitsfront* (DAF).

Cependant, le but premier des syndicalistes et des sociaux-démocrates engagés est tout d'abord de renverser la dictature nazie et de rétablir l'Etat de droit. La participation aux conspirations du cercle autour de Goerdeler et Beck offre, du moins à ce moment là, une réelle opportunité de réussite.

17 Préparer un coup d'État

La coopération avec la résistance conservatrice et militaire



- 1 Carl Goerdeler vers 1935. Ancien maire de Leipzig, Carl Goerdeler est au centre d'un vaste cercle de fonctionnaires, commerçants, religieux et professeurs d'université opposés au régime nazi. Ils sont en contact étroit avec des anciens représentants du SPD et des syndicats libres ainsi que des anciens syndicats chrétiens.



- 3 Wilhelm Leuschner, 1932. Cet ancien dirigeant syndicaliste a réussi à nouer des liens étroits avec les cercles militaro-conservateurs, en particulier avec leurs principaux représentants, Beck et Goerdeler. En cas de succès d'un coup d'État, Leuschner devait devenir Vice-chancelier.

Tandis que le SPD et les syndicats avaient combattu le national-socialisme dès son ascension au pouvoir, seuls quelques militaires et hauts fonctionnaires de l'État nazi avaient senti la nécessité de tenir tête aux aspirations guerrières d'Hitler. C'est seulement à partir de la bataille de Stalingrad et l'échec de la campagne de Russie qu'un cercle d'opposants militaro-conservateurs se crée. En même temps s'impose l'idée qu'un coup d'État ne pourra aboutir sans y intégrer des représentants de la classe ouvrière. La conception de la société défendue par Ludwig Beck et Carl Goerdeler est autoritaire et emprunte d'une culture hiérarchique forte. Wilhelm Leuschner réussit à y intégrer les intérêts des travailleurs, mais seulement dans une certaine mesure, le plus important étant de renverser la dictature nazie et de restaurer l'État de droit.



- 2 Dès 1938, Ludwig Beck et Erwin von Witzleben envisagent la chute d'Hitler en cas de défaite militaire. En août 1938, Beck quitte l'armée. Dès 1939, il s'engage de plus en plus dans le cercle des résistants conservateurs animé par Goerdeler. En cas de succès d'un coup d'État, Beck est pressenti avec Goerdeler comme nouveau chef d'État.



- 4 L'ancien conseiller au ministère de l'intérieur de Hesse, Ludwig Schwamb (x), et le journaliste d'Heidelberg, Emil Henk (xx), faisaient partie des intimes de Leuschner. Ils ont été impliqués dans les préparatifs du coup d'État.



Dans les années 1940, la propriété de Kreisau en Basse-Silésie devient le centre d'un cercle de résistants. À la différence de la résistance militaro-conservatrice autour de Beck et Goerdeler, ce cercle est plus ouvert aux revendications des sociaux-démocrates et des syndicalistes. Outre les membres dominants du cercle de Kreisau – Helmuth James Graf von Moltke, Peter Graf Yorck von Wartenburg et Adam von Trott zu Solz – les sociaux-démocrates Carlo Mierendorff, Adolf Reichwein, Julius Leber et Theodor Haubach participent aussi aux discussions et aux projets de la résistance pour la réorganisation de l'Allemagne d'après Hitler. Les contacts avec le cercle de Goerdeler sont assurés par Hermann Maaß, ami proche de Wilhelm Leuschner.

Les membres du cercle de Kreisau ont tendance à idéaliser les relations entre capital et travail dans leur conception de l'ordre social post-nazi. Ils sont fortement influencés par les idées du „socialisme personnel“ (*personaler Sozialismus*) (Alfred Delp), qui soutient l'idée des „petites communautés“ (*kleine Gemeinschaften*) et de la collaboration fraternelle entre travailleurs et patronat. Bien que ces idées ne s'adaptent pas à une société industrielle moderne, les sociaux-démocrates qui, avant 1933, se situaient plutôt dans l'aile droite du parti et qui excluaient le retour aux conditions de la République de Weimar, sont disposés à des compromis, leur objectif premier restant le renversement du régime nazi et le rétablissement de l'Etat de droit.

Les différences entre le cercle militaro-conservateur et le cercle de Kreisau portent surtout sur le moment du coup d'Etat. Leuschner et Goerdeler plaident tout comme Mierendorff et Leber pour une solution rapide, tandis que Moltke préfère encore attendre.

18 Perspectives de coup d'État

Les sociaux-démocrates du cercle de Kreisau



1 Lieu de rencontre du cercle de Kreisau : le domaine de Kreisau en Basse-Silésie (Kryzowa, Pologne) dans les années 1940.



3 Adolf Reichwein devient l'un des collaborateurs les plus proches de Moltke. Après le bombardement de son appartement à Berlin, la famille Reichwein sera accueillie au domaine de Kreisau.



2 Helmut James Graf von Moltke avec son fils Helmut en 1938 ; Peter Graf Yorck von Wartenburg en 1942. Dès 1939, von Moltke rédige ses premiers écrits sur la réorganisation politique de l'Allemagne. Après son arrestation en janvier 1940, il milite avec Yorck von Wartenburg qui, comme lui, faisait partie du haut commandement des forces armées, pour une mise en œuvre rapide des projets d'attentat conçus par le groupe autour de Claus Schenk Graf von Stauffenberg.

4 L'ancien parlementaire du SPD, Carlo Mierendorff – ici avec Emil Henk – est détenu de 1933 à 1938 dans différents camps de concentration où il sera maltraité. Après sa libération, il accepte un poste clé au sein du cercle de Kreisau. En juin 1943, il rédige l'appel intitulé Sozialistische Aktion (« l'Action socialiste »), visant à unir tous les groupes d'opposition et élargir la base nécessaire à la planification d'un coup d'État. Il décède en décembre 1943 lors d'un bombardement.

Dans les années 1940, la propriété de Kreisau en Basse-Silésie devient le centre d'un autre cercle de résistants. À la différence de la résistance militaro-conservatrice autour de Beck et Goerdeler, ce cercle est plus ouvert aux revendications des sociaux-démocrates et des syndicalistes. Outre les membres dominants du cercle de Kreisau – Helmut James Graf von Moltke, Peter Graf Yorck von Wartenburg et Adam von Trott zu Solz – les sociaux-démocrates Carlo Mierendorff, Adolf Reichwein, Julius Leber et Theodor Haubach participent aussi aux discussions et aux projets de la résistance. La chute du régime nazi et le rétablissement de l'État de droit constituent le cœur de leur projet politique. Les contacts avec le cercle de Goerdeler sont assurés par Hermann Maaß, ami proche de Wilhelm Leuschner.



6 Julius Leber – ici avec sa femme Annedore en 1944 – est libéré en 1937 du camp de concentration de Sachsenhausen. Il travaille comme marchand de charbon et devient après la mort de Mierendorff le principal représentant social-démocrate du cercle de Kreisau. En cas de succès du coup d'État, il devait obtenir le poste de Chancelier ou de ministre des Affaires étrangères. À l'été 1944, il entre en contact avec la résistance communiste. Il est dénoncé et arrêté le 5 juillet 1944.



5 Après avoir été arrêté à maintes reprises et détenu dans des camps de concentration, le social-démocrate Theodor Haubach travaille comme agent d'assurance. Il participe aux consultations du cercle de Kreisau à partir de 1942.



Le 20 juillet 1944, Claus Graf Schenk von Stauffenberg, le nouveau chef d'Etat-major auprès du commandant de l'armée de réserve, pose une bombe dans le quartier général du Führer (*Wolfsschanze*) lors d'une rencontre avec celui-ci. Cependant, Hitler ne sera que légèrement blessé. Stauffenberg, convaincu que l'attentat a réussi, prend un avion pour Berlin. L'opération nommée „opération Walkyrie“ envisageait l'occupation de tous les locaux de la Gestapo, du parti et des SS par la Wehrmacht. Mais des informations contradictoires puis la nouvelle qu'Hitler était toujours en vie vont faire perdre toute assurance aux commandants putschistes et le coup d'Etat échouera. Peu après minuit, von Stauffenberg et d'autres conspirateurs sont fusillés dans la cour du bâtiment *Bendlerblock* à Berlin.

La plupart des personnes ayant pris part aux préparatifs du coup d'Etat payent leurs actes de résistance de leur vie. C'est le cas des membres du cercle de Kreisau et du groupe autour de Goerdeler et Beck. Parmi les personnes arrêtées, interrogées, accusées et condamnées à la peine de mort par le „Volksgesichtshof“ et son président Roland Freisler, on trouve aussi des sociaux-démocrates et des syndicalistes qui avaient tenu une place prépondérante dans l'élaboration du coup d'Etat.

Environ 700 personnes sont arrêtées. En août 1944, Hitler et (Heinrich) Himmler ordonnent une nouvelle vague d'arrestations (*Aktion Gewitter*) spécialement dirigée contre d'anciens fonctionnaires du KPD et du SPD. Leur but est alors d'écraser toute action de résistance. Une grande partie des 5 000 personnes arrêtées sont libérées après quelques semaines, beaucoup de détenus resteront cependant en prison jusqu'à la fin de la guerre. Nombreux sont ceux qui ne survivront pas aux conditions inhumaines des camps de concentration ou seront assassinés peu avant la libération.

19 La prison de Berlin-Plötzensee

Les sociaux-démocrates assassinés



1 Chambre d'exécution dans la prison de Berlin-Plötzensee.

Le 20 juillet 1944, lors d'une rencontre avec Hitler, Claus Graf Schenk von Stauffenberg pose une bombe dans le quartier général du Führer (Wolfschanze). L'attentat est un échec et Hitler n'est que légèrement blessé. Peu après minuit Stauffenberg et d'autres conspirateurs sont fusillés dans la cour du bâtiment Bendlerblock à Berlin. Une vague de terreur et d'arrestations s'empare alors du Reich et touche aussi bien les véritables opposants au régime que les ennemis présumés. Cette « Action tempête » (Aktion Gewitter) touchera des milliers de personnes – dont de nombreux sociaux-démocrates et syndicalistes. Jusqu'à 5 000 de ces activistes seront déportés dans des camps de concentration.

Sociaux-démocrates exécutés à Plötzensee après la tentative de coup d'État du 20 juillet 1944 :

Wilhelm Leuschner, 29 septembre 1944

Hermann Maaß, 20 octobre 1944

Adolf Reichwein, 20 octobre 1944

Julius Leber, 5 janvier 1945

Theodor Haubach, 23 janvier 1945

Ludwig Schwamb, 23 janvier 1945

Fritz Voigt, 1er mars 1945

Oswald Wiersich, 1er mars 1945

Ernst von Harnack, 5 mars 1945

Ernst Schnepfenhorst, 24 avril 1945



En 1941-42, ce qui jusque-là était une guerre européenne devient une guerre mondiale. En décembre 1941, Hitler, qui est devenu commandant de l'armée de terre, déclare la guerre aux Etats-Unis. Après le long siège des troupes allemandes à Stalingrad, la 6ème armée capitule début 1943. Environ 150 000 soldats allemands meurent au combat, de faim ou de froid ; 91 000 sont fait prisonniers par l'armée soviétique. Quelques semaines plus tard, le 18 février 1943, Joseph Goebbels appelle à la „guerre totale“. Les plus jeunes et les plus âgés sont susceptibles d'être mobilisés (*Volkssturm*). Dès 1944, le front se rapproche du Reich allemand; en juin 1944, les alliés débarquent en France.

La population civile allemande est aussi touchée par la guerre. Après les missions de la Luftwaffe en Angleterre et dans d'autres pays, les bombardements ciblés des villes allemandes commencent. Lors du bombardement d'Hambourg (juillet 1943) plus de 30 000 personnes trouvent la mort. Dans les villes allemandes, les destructions prennent des proportions considérables. Cependant, la population ne se livrera pas réellement à des manifestations massives ni à des actes de sabotage ou de résistance. Le pillage des pays envahis qui a duré des années, l'utilisation de leurs matières premières, l'exploitation intensive des prisonniers de guerre, des travailleurs forcés et des prisonniers des camps de concentration et l'appropriation des biens juifs, allant jusqu'à leur mobilier et leurs vêtements, ont permis aux dirigeants de maintenir le ravitaillement de la population allemande. Jusqu'à la fin, le régime nazi réussira à maintenir une bonne frange de la population dans une volonté quasi fanatique de résister. Les personnes indifférentes sont quant à elles contraintes à l'obéissance, subissant violences et divers sévices.

20 Avant l'effondrement

Guerre et volonté de lutter jusqu'au bout



1 Prisonniers de guerre allemands à Stalingrad en 1943. La bataille de Stalingrad est le symbole du tournant décisif de la guerre.



3 18 février 1943, Goebbels au palais des sports de Berlin, tentant de convaincre la population de la nécessité d'une guerre totale.



2 Recherche des corps après le bombardement de Dresde en 1945.

Avec le début des bombardements alliés sur l'Allemagne, la guerre touche directement les populations civiles. Les bombardements des villes allemandes vont faire des dizaines de milliers de morts et provoquer de terribles destructions. Cependant, la population ne se livra pas réellement à des manifestations massives et à des actes de sabotage ou de résistance. Jusqu'à la fin, le régime nazi réussit à maintenir une frange de la population dans une volonté quasi fanatique de résister. Les personnes indifférentes sont quant à elles contraintes à l'obéissance



4 Maison bombardée à Mannheim. La perspective de la défaite entraîne une atmosphère de résignation et de peur, qui se mélange au désir de résister et à l'espoir d'une victoire toujours possible.



5 Exécution sommaire. Par le biais de punitions draconiennes, le régime nazi tentera jusqu'au bout de maintenir la combativité des Allemands.



Pour Hitler, il n'y a que la victoire finale ou le naufrage. Sur ordre du « Führer », de nombreux civils et soldats soupçonnés de ne pas résister jusqu'à la fin sont fusillés pendant les dernières semaines et les derniers jours de la guerre. Le 7 mars 1945, les Américains prennent Cologne et traversent le même jour le Rhin à Remagen. Le 16 avril, l'Armée Rouge encercle et attaque Berlin, ce qui marquera le début de la fin du régime hitlérien. Hitler se suicide le 30 avril. Le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne nazie, symbolise le jour de la libération pour les persécutés et les émigrés. La fin de la guerre et du système de terreur nazi était attendue par tous les ennemis du régime. Pour les prisonniers des camps de concentration, les derniers jours sont tout particulièrement dangereux. Dans l'espoir d'effacer les traces de leurs crimes, les commandos SS assassinent de nombreux détenus et organisent des marches de la mort. Comme prévu, beaucoup de prisonniers, déjà très affaiblis par la faim et les maladies, n'y survivent pas. Après l'évacuation des camps situés à l'est, au début de l'année 1945, les SS conduisent des milliers de personnes à Buchenwald, où seront internés plus de 100 000 prisonniers. Un grand nombre de détenus décèdera peu avant la fin de la guerre des suites du manque de nourriture ou des épidémies. Le 11 avril, peu avant l'arrivée des Américains, la direction du camp fuit. Le 21 avril, plus de 30 000 prisonniers du camp de concentration de Sachsenhausen sont envoyés en direction du nord-ouest tandis que les officiers britanniques et soviétiques encore détenus sont fusillés dans les camps. Un grand nombre de prisonniers meurent sur le chemin ou sont assassinés. Les survivants sont retrouvés par des unités de l'Armée Rouge ou de l'armée américaine.

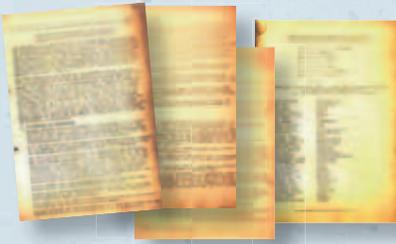
De nombreux réfugiés politiques, dont les membres de la Sopade, se préparent à rentrer pour participer à la reconstruction de l'Allemagne. Impressionnés par la stabilité des démocraties occidentales et s'étant familiarisés avec les systèmes politiques des pays d'accueil, ils apportent de nouvelles idées politiques et de nouvelles valeurs qui seront un facteur important pour l'établissement d'une culture démocratique en Allemagne.

Personne ne symbolise mieux le désir de résister contre la dictature nazie que Kurt Schumacher. Schumacher, qui dans les derniers temps de la République de Weimar avait accusé les national-socialistes « d'abrutir le peuple » („Volksverdummung“), est tout spécialement exposé à la colère des nazis. Le 6 juillet 1933, il est arrêté et conduit quelques semaines après au camp de Heuberg. Blessé de guerre et manchot, il doit passer dix ans dans des camps de concentration, dont la majorité du temps à Dachau. Après sa libération en 1943, il est assigné à résidence à Hanovre. De nouveau arrêté en août 1944 et déporté dans le camp de Neuengamme (Hambourg), puis à nouveau libéré le 20 septembre 1944, il vivra caché jusqu'à la libération. Dès la libération, il commence la reconstruction du SPD depuis son bureau d'Hanovre et développe ses idées pour la réorganisation de l'Etat et de la société allemande. Lors de la première convention du SPD d'après guerre, qui eut lieu du 9 au 11 mai 1946 à Hanovre, Kurt Schumacher est élu président du parti.

Libération et renouveau



2 Libération des prisonniers du camp de Dachau.



3 Dans le camp de concentration de Buchenwald, le social-démocrate Hermann Brill et d'autres prisonniers rédigent un appel à la refondation politique de l'Allemagne. Peu après la libération du camp, le manifeste de Buchenwald est publié.



1 Le camp de concentration de Buchenwald après la libération.

Le 8 mai 1945, date de la capitulation de l'Allemagne hitlérienne, marque la libération de tous les persécutés et émigrés. La fin de la guerre et la chute du système nazi étaient l'espoir ultime de tous les opposants et nombreux sont les migrants qui préparent leur retour. Pour les prisonniers des camps de concentration, les derniers jours sont tout particulièrement dangereux : dans l'espoir d'effacer les traces de leurs crimes, les commandos SS assassinent de nombreux détenus et organisent des marches de la mort auxquelles peu survivront. Coté politique, Kurt Schumacher, qui avait lui-même passé dix ans en prison et dans les camps de concentration, commence depuis Hanovre à organiser la reconstruction du SPD.



5 Kurt Schumacher dans le camp de concentration de Dachau en 1935. En tant qu'opposant et victime du national-socialisme, il apparaît tout à fait naturel que Kurt Schumacher participe à la reconstruction démocratique de l'Allemagne mais aussi à la défense des intérêts du peuple allemand face aux alliés.

4 Les émigrés sociaux-démocrates de Londres envisagent de rentrer en Allemagne le plus vite possible afin de participer au renouvellement politique de l'Allemagne. Le chef du parti Hans Vogel ne vivra pas ce retour, il meurt en exil le 6 octobre 1945.



Copyrights

Panneau no copyright

couverture Bildarchiv Preußischer Kulturbesitz (bpk), Berlin

panneau 1

no 1 Bildarchiv Preußischer Kulturbesitz (bpk), Berlin, Erich Salomon, 1928
no 2 à gauche Deutsche-Presse-Photo-Zentrale, Berlin
no 2 à droite Photothek, Berlin
no 3 droits réservés
no 4 Archiv der sozialen Demokratie (AdsD)
no 5 AdsD
en bas droits réservés

panneau 2

no 1 Ullstein Bild, Berlin
no 2 source AdsD
no 3 droits réservés
no 4 source AdsD
en bas droits réservés

panneau 3

no 1 source AdsD
no 2 Ullstein Bild, Berlin
no 3 AdsD
no 4 en haut Keystone
no 4 en bas Ullstein Bild, Berlin
no 5 Bildarchiv Preußischer Kulturbesitz (bpk), Berlin
en bas Ullstein Bild, Berlin

panneau 4

no 1 à gauche bpk, Berlin, Joseph Schorer
no 1 à droite bpk, Berlin
no 1 en bas AdsD
no 2 à gauche source AdsD
no 2 à droite bpk, Berlin, Carl Weinrother
no 3 Verein zum Studium soz. Bewegungen eV, Berlin
no 4 source AdsD
en bas à gauche bpk, Berlin, Joseph Schorer

panneau 5

no 1 AdsD
no 2 AdsD
no 3 AdsD
no 4 source AdsD
no 5 source AdsD
en bas AdsD

panneau 6

no 1 AdsD
no 2 AdsD
no 3 à gauche bpk, Berlin, Arthur Grimm
no 3 à droite Ullstein Bild, Berlin
no 4 AdsD
no 5 bpk, Berlin
en bas bpk, Berlin, Arthur Grimm

panneau 7

no 1 AdsD
no 2 AdsD
no 3 AdsD
no 4 AdsD
en bas AdsD

panneau 8

- no 1 AdsD
 - no 2 AdsD
 - no 2 à droite source AdsD
 - no 3 Institut für Zeitgeschichte (ifz), München
 - no 4 source Archiv der Münchener Arbeiterbewegung e.V.
 - en bas Institut für Zeitgeschichte (ifz), München
-

panneau 9

- no 1 à gauche Photo-Fehrecke, Halberstadt
 - no 1 à droite AdsD
 - no 2 droits réservés
 - no 3 AdsD
 - no 4 à gauche Thüringisches Hauptstaatsarchiv,
 - no 4 à droite source AdsD
 - en bas droits réservés
-

panneau 10

- no 1 à gauche ifz, München
 - no 1 à droite Staatsbibliothek zu Berlin
 - no 2 AdsD
 - no 3 en haut AdsD
 - no 3 en bas source AdsD
 - no 4 source AdsD
 - en bas AdsD
-

panneau 11

- no 1 source AdsD
 - no 2 à gauche source AdsD
 - no 2 à droite droits réservés
 - no 3 AdsD
 - no 4 AdsD
 - no 5 AdsD
 - no 6 source AdsD
 - en bas droits réservés
-

panneau 12

- no 1 à gauche Ullstein Bild, Berlin
 - no 1 à gauche source AdsD
 - no 2 à droite droits réservés
 - no 2 à droite source AdsD
 - no 3 AdsD
 - no 4 droits réservés
 - no 5 AdsD
 - en bas droits réservés
-

panneau 13

- no 1 Ullstein Bild, Berlin
 - no 2 AdsD
 - no 3 à gauche Ullstein Bild, Berlin
 - no 3 à droite droits réservés
 - no 4 AdsD
 - no 5 ifz, München
 - no 6 ifz, München
 - no 7 ifz, München
 - en bas AdsD
-

panneau 14

- no 1 Ullstein Bild, Berlin
 - no 2 AdsD
 - no 3 droits réservés
 - no 4 IISG, Amsterdam
 - no 5 Michael J. Pragaj
 - no 6 Susanne Medas
 - en bas Ullstein Bild, Berlin
-

Panneau no copyright

panneau 15

no 1 AdsD
no 2 droits réservés
no 3 source AdsD
no 4 droits réservés
no 5 droits réservés
en bas droits réservés

panneau 16

no 1 AdsD
no 2 AdsD
no 3 source AdsD
no 4 source AdsD
no 5 à gauche extérieur Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek, Stockholm
no 5 à gauche Reportagebild
no 5 à droite Stiftung Bruno Kreisky Archiv, Wien
no 5 à droite extérieur source AdsD
no 6 AdsD
en bas AdsD

panneau 17

no 1 Ullstein Bild, Berlin
no 2 Ullstein Bild, Berlin
no 3 Ullstein Bild, Berlin
no 4 AdsD
en bas Ullstein Bild, Berlin

panneau 18

no 1 bpk, Berlin
no 2 bpk, Berlin
no 3 bpk, Berlin
no 4 AdsD
no 5 bpk, Berlin
no 6 droits réservés
en bas bpk, Berlin

panneau 19

no 1 bpk, Berlin
en bas bpk, Berlin

panneau 20

no 1 Ullstein Bild, Berlin
no 2 bpk, Berlin
no 3 Ullstein Bild, Berlin
no 4 bpk, Berlin, Hanns Hubmann
no 5 Ullstein Bild, Berlin
en bas Ullstein Bild, Berlin

panneau 21

no 1 Ullstein Bild, Berlin
no 2 Ullstein Bild, Berlin
no 3 source AdsD
no 4 AdsD
no 5 AdsD
en bas Ullstein Bild, Berlin

